

Politique intérieure et extérieure de la Chine

DEPUIS 1926 JUSQU'A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le Vendredi 5 Juillet 1935, à 14 h. 30

PAR

KAO KOUËI-FEN

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. TEITGEN, agrégé.

M. GROS, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

1935

**Politique intérieure et extérieure
de la Chine**

DEPUIS 1926 JUSQU'A NOS JOURS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547406_0037

Politique intérieure et extérieure de la Chine

DEPUIS 1926 JUSQU'A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

Présentée et soutenue le Vendredi 5 Juillet 1935, à 14 h. 30

PAR

KAO KOUËI-FEN

Membres du Jury :

Président : M. LALOUEL, professeur.

Assesseurs : M. TEITGEN, agrégé.

M. GROS, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GRANDVILLE
10, RUE DE MALZÉVILLE

1935

* 38568

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ⚔, ⚙ I).

Doyens honoraires : MM. GÉNY (C *, ⚙ I), MICHON (*, ⚙ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ⚙ I).

ROLLAND (⚙ I).

MOREL (⚙ I).

GÉNY (C *, ⚙ I).

RENARD (⚙ I).

Maitre de conférences honoraire: M. MÉLIN (⚙ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ⚙ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ⚙ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ⚙ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ⚔, ⚙ I), professeur de Droit romain.

HENRY (⚙ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (⚙ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (⚙ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (⚙ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (⚙ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (⚔, ⚙ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (⚔, ⚙ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (⚙ A), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

WATRIN, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit public.

BERTRAND (⚙ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



EN SOUVENIR DE MES PARENTS

A MES FRÈRES

*Témoignage d'affection et de
reconnaissance.*

INTRODUCTION

Pour que les relations d'un Etat avec les puissances étrangères marchent bien et amicalement sur une base d'égalité, il faut que le système politique, économique et législatif soient modernes et que tous les domaines soient bien organisés et bien aménagés. Pourvu que l'état donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, la force armée doit être capable d'assurer la sécurité nationale. En effet, la politique extérieure est tout à fait dépendante de la politique intérieure, par laquelle elle-même est influencée.

Examinons l'évolution historique de quelques états, l'influence de la révolution où la modification de leur politique intérieure sur la politique extérieure a été très considérable comme le montrent les exemples suivants :

Révolution soviétique d'octobre 1917 ; formation du gouvernement du peuple en Turquie et évolution du Japon depuis la réforme de Meiji de 1868 (1).

Ils ont aboli tous les traités inégaux ; de temps en temps leur situation internationale progresse très vite et

(1) L'histoire du Japon, Lavis et Rambaud.

avance bien au même niveau que les autres puissances.

Par exemple, la reconnaissance des Soviets avait été refusée autrefois par les autres puissances, mais ils ont bien organisé et administré à l'intérieur suivant le plan de leur politique intérieure.

Ils ont bien réussi. Maintenant ils sont admis à entrer dans la S.D.N. Pourquoi ? Parce que ces états ont entrepris des réformes dans tous leurs domaines politiques et leurs anciens systèmes défectueux sont presque tous renversés.

La Chine commença à avoir une politique extérieure à proprement parler et inaugura ses relations diplomatiques avec les Etats Etrangers en 1842 (1) après la Guerre de l'opium, entre la Chine et l'Angleterre ; puis en 1856 (2), après le conflit entre la Chine et la coalition franco-anglaise, en 1894 (3), la guerre Sino-Japonaise ; et enfin en 1904 (4), après l'insurrection des Boxers.

Chaque fois que des traités inégaux ont été conclus ; les puissances étrangères ont pris beaucoup de privilèges parmi lesquels certains portaient grande atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la Chine.

La révolution de 1911, par le parti Kuomintang aboutit à la proclamation de la République le 1^{er} janvier 1912. Le gouvernement a procédé à la réforme de l'intérieur de l'état et à l'acquisition de l'égalité politique avec les états étrangers. Mais l'intérieur n'a pas été bien organisé à cause des luttes intestines entre les chefs militaires jus-

(1) Histoire de la diplomatie de la Chine, Chen Y. H., p. 79 et s.

(2), (3), (4) Histoire de la diplomatie de la Chine, Chen Y. H., p. 105 et s.

qu'en 1925. En juin de la même année, on organisa à Kwantong le premier gouvernement national, sous la forme collégiale, Wang Chien Wei fut désigné comme président du Conseil militaire et du Conseil politique du Kuomintang. L'expédition contre le Nord fut préparée. En 1928, les armées du gouvernement national à Nankin, commandées par le Maréchal Chang Kai-Chek attaquèrent les armées du Nord, puis Péking, la grande ville du Nord, fut prise par elles. Le Général Chang et ses collègues réorganisèrent le gouvernement national à Nankin et adoptèrent le système des cinq pouvoirs (cours) gouvernementaux.

Depuis 1926, la Chine a entrepris des réformes et dans tous les domaines, son évolution et ses progrès se sont manifestés très rapidement. Sans aucun doute, l'influence du développement de la politique intérieure sur la politique extérieure deviendra considérable.

Notre étude contient deux parties : dans la première nous exposerons la politique intérieure (1) au point de vue politique économique et la méthode de création de la République chinoise, l'enseignement et la défense nationale, etc. Dans la deuxième, la politique extérieure : telle que l'annulation de traités inégaux d'exterritorialité, l'autonomie de la douane, la rétrocession des territoires à bail et ce qui se passe entre la Chine et les autres puissances. Enfin, nous nous demandons : qu'advient-il de la Chine.

(1) Programme de la politique du Kuomintang.

PREMIÈRE PARTIE

POLITIQUE INTÉRIEURE

CHAPITRE PREMIER

RAPPORT DU PARTI KUOMINTANG

AVEC LA POLITIQUE DE LA CHINE

A. — RAPPORT DE L'ORGANISATION DE PARTI KUOMINTANG ET DU GOUVERNEMENT NATIONAL EN CHINE (1)

La constitution provisoire de l'époque de la tutelle politique édictait que dans la période de tutelle, l'assemblée des représentants de Kuomintang de toute la Chine, représenterait l'autorité supérieure centrale, quand l'assemblée des représentants était en vacance, la commission exécutive centrale du Kuomintang agissait comme autorité centrale. Maintenant, on peut dire qu'en Chine le parti Kuomintang seul gouverne la Chine.

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934, p. 4 et s.

L'organe supérieur du Kuomintang est l'Assemblée des représentants de celle-ci. La réunion a lieu une fois, tous les deux ans. Si la réunion est nécessaire plus fréquemment, on peut la convoquer provisoirement.

La commission exécutive centrale du Kuomintang se compose des membres exécutifs élus par l'assemblée des représentants de la Chine. Ses fonctions sont :

- 1° De représenter le parti Kuomintang à l'étranger ;
- 2° D'exécuter les décisions de l'assemblée des représentants ;
- 3° D'organiser des sections du parti Kuomintang dans chaque ville et de les diriger.
- 4° D'organiser chaque section de l'organe central du Kuomintang ;
- 5° De gérer le budget du Kuomintang.

La réunion de la commission exécutive centrale est convoquée une fois tous les six mois, quand elle est en vacance, la commission ordinaire composée de neuf membres, élus par la commission exécutive centrale, remplit ces fonctions.

Dans la commission ordinaire, il y a un secrétariat qui organise la commission organisée, la commission de propagande, la commission de l'exercice du mouvement du peuple et la commission des affaires de Kuomintang organisée à l'étranger. Chaque commission est chargée de ses affaires ; quand la commission spéciale est nécessaire, on l'organise.

La commission de contrôle central est composée de membres qui sont élus par l'Assemblée des représentants de toute la Chine. Ses fonctions sont :

1° De décider des disciplines suivant les règles de Kuomintang pour punir les membres de son parti qui y ont contrevenu.

2° D'assurer le revenu financier de la commission exécutive centrale.

3° D'étudier les progrès des affaires du Kuomintang et d'ordonner les sections qui lui sont subordonnées.

4° De contrôler le gouvernement central qui ne doit pas agir contre la politique du Kuomintang. La commission de contrôle central élit cinq membres parmi les siens pour organiser la commission ordinaire qui est réunie au moins une fois par an.

Le congrès des représentants des membres du Kuomintang élit quelques membres commissionnaires pour organiser les divers degrés du Kuomintang, comme assemblée provinciale, assemblée communale, assemblée de sous-Préfecture et assemblée régionale, quand la région contient cinq membres ou plus, on peut organiser l'assemblée régionale qui est l'unité fondamentale du parti Kuomintang.

Le gouvernement central contient cinq Yuans ou cinq cours : Yuan exécutif, Yuan législatif, Yuan judiciaire, Yuan d'examen et Yuan de contrôle. Leurs pouvoirs gouvernementaux sont indépendants les uns des autres. Si cela est nécessaire, on peut organiser des organes subalternes. Dans le gouvernement central, il y a un Président, un vice-président. Chaque Yuan a un président. Le président de Yuan exécutif est nommé et révoqué par le Président de la République, il est responsable devant ce dernier. Les présidents des Yuans judiciaire et d'examen

sont nommés par le Président de la République avec l'assentiment de Yuan législatif, ils sont responsables devant l'assemblée des représentants du peuple (1).

Maintenant, la Chine est encore dirigée par le Kuomintang, mais comment il la gouverne, par quels règlements et quelle méthode ? Le programme de l'époque de tutelle politique édicte (2) :

1) Le parti Kuomintang de la Chine, en ce qui concerne les quatre droits politiques du peuple, apprend au peuple à les exercer et à poser les bases de l'époque constitutionnelle ;

2) Le gouvernement a les cinq pouvoirs gouvernementaux : à savoir ; exécutif, législatif, judiciaire, d'examen et de contrôle, il en fait usage pour poser les bases du gouvernement de l'époque constitutionnelle qui sera élu par le peuple ;

3) Le conseil politique de la commission exécutive centrale du Kuomintang dirige et contrôle l'exécution des affaires importantes de gouvernement de la Chine ;

4) Le Conseil politique de la commission décide de l'amélioration des lois et de l'application de l'organisation gouvernementale. Le conseil politique du Kuomintang, composé de membres des commissions exécutives ou de contrôle et de personnalités importantes, est chargé de diriger le gouvernement. Ce conseil est l'organe supérieur, en ce qui concerne les règles du conseil, il est responsable devant la commission exécutive centrale, il est l'organe annexe de la commission, mais il n'est pas

(1) Projet de la constitution du 16 octobre 1934.

(2) Constitution provisoire de l'époque de la tutelle politique en Chine.

l'organe qui s'occupe des affaires du Kuomintang ; il est l'organe de la source des grandes affaires gouvernementales et des projets politiques, mais il n'est pas un des organes gouvernementaux ; en effet, il est l'intermédiaire de parti Kuomintang et du gouvernement. Ses fonctions sont de négocier et décider :

- 1) Le programme de la création de l'Etat ;
- 2) Du principe de la législation ;
- 3) Du grand projet de l'armée ;
- 4) Du projet politique à exécuter ;
- 5) Du projet de finances.

Le conseil politique ne donne pas directement de proclamations, mais il signifie sa décision au gouvernement de l'exécuter, pendant l'époque de la tutelle politique ; il est responsable devant la commission centrale, exécutive, de Kuomintang, en ce qui regarde les négociations et les décisions sur les plans de l'époque de la tutelle politique et la direction du gouvernement. Le gouvernement est responsable devant le conseil politique concernant l'exécution des projets et des plans décidés par ce dernier. Nous pouvons bien voir quel rapport existe entre le Kuomintang et le Gouvernement, quelle est la fonction et la situation du conseil central politique, sur ce rapport : en un mot la politique de la République de Chine, est celle du Kuomintang (1), c'est-à-dire le Gouvernement adopte la politique de ce dernier.

(1) a) Programme de la politique intérieure du Kuomintang : l'autonomie locale, la compatibilité du régime de centralisation avec celui de décentralisation, la reconnaissance de l'égalité des droits entre les

B. — BASES ÉLÉMENTAIRES DE LA POLITIQUE CHINOISE

Depuis 1905, le Dr Suen Yat Sen a organisé le Kuomintang. Le but était de renverser la dynastie des Tsing. Ce parti avait déjà échoué onze fois jusqu'en 1911. Le dix octobre de la même année, une révolution par le Kuomintang a éclaté à Ou-Cheng et a réussi. Dr Suen est élu premier président provisoire de la République qu'il a préparée à réaliser sa doctrine des trois principes du peuple et le système des cinq pouvoirs du gouvernement; mais il a abdiqué, il s'en est suivi des troubles intérieurs.

En 1926, l'armée de Kuomintang attaque l'armée du nord. L'armée de Kuomintang triomphe sur son ennemi. Un gouvernement de Nankin est établi par celui-là sous le nom de gouvernement national de la République chinoise. Il procède à l'établissement énergique de la politique de Kuomintang.

Il faut que nous disions d'abord de la politique intérieure, parce que celle-ci est la base de la politique extérieure; par exemple, la Chine veut annuler tous les traités inégaux, conclus avec les étrangers, la Chine doit obtenir deux conditions à l'égard de la politique intérieure :

1° La Chine doit être vraiment unifiée, d'un côté la pensée du peuple est soumise à la doctrine des trois

sexes, la réalisation du suffrage universel, service militaire obligatoire, universalité de l'éducation populaire, l'exploitation des moyens de communication, etc. ;

b) Politique extérieure : telle que l'annulation des traités inégaux, etc.

principes du peuple ; d'un autre côté, le domaine intérieur diplomatique, l'armée, les finances de toute la Chine doivent être unifiés sous l'autorité du gouvernement.

2° On doit procéder courageusement à la reconstruction de toute la Chine eu égard au programme de développement international de la reconstruction de la Chine de Dr Suen, afin que la reconstruction matérielle progresse rapidement et que l'économie du peuple devienne solidaire.

En effet, les finances et la force de l'Etat sont suffisantes à ce moment-là. Sans aucun doute, la politique extérieure progresse et triomphe, c'est-à-dire que quand la Chine sera organisée et aura obtenu ces deux conditions, tous les traités inégaux seront annulés aussitôt que possible.

CHAPITRE II

MÉTHODE DE CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE

A. — DOCTRINE DES TROIS PRINCIPES DU PEUPLE ET DES CINQ POUVOIRS DU GOUVERNEMENT DU DR. SUEN (1)

Ces principes se rattachent à la race, aux droits du peuple et à la vie du peuple, c'est-à-dire au nationalisme, à la démocratie et au socialisme. Les cinq pouvoirs sont exécutif, législatif, de contrôle et d'examen.

Le principe de race tend à ce que les races qui constituent le peuple chinois, deviennent une même ligne défensive que celles des autres puissances étrangères, pour s'opposer à l'invasion et à l'oppression des races étrangères, et les obliger à lutter dans leur propre intérêt, afin d'obtenir l'égalité des races sur tout le territoire chinois ; les droits du peuple sont au nombre de quatre : droit d'élection, de révocation, de referendum et d'initiative. Le peuple s'éveille et sait qu'il représente

(1) Doctrine des trois principes du peuple et la Doctrine de la constitution des cinq pouvoirs gouvernementaux du Dr Suen.

lui-même la souveraineté du pays, comme nous le voyons à l'assemblée des représentants. Le peuple dirige son pays avec ses droits comme le mécanicien conduit sa machine, l'action de celle-ci est comme le gouvernement des cinq pouvoirs, elle est soumise aux droits du peuple.

Quant au principe de la vie du peuple (1), il tend à ce que tout le peuple chinois puisse gagner sa vie, en ce qui concerne ses grandes nécessités : habillement, nourriture, habitation et moyens de communication.

Le Gouvernement doit donner des terres à cultiver aux paysans qui n'en possèdent pas, en perfectionnant le système d'irigation et en défrichant les terres encore incultes, afin de les répartir avec équité entre tous. Le nationalisme préconise deux procédés pour cela :

- 1) Répartition des terres ;
- 2) Restriction des capitaux.

En ce qui concerne le premier procédé, trois facteurs ne doivent pas être négligés :

- 1) Superficie (étendue en longueur et en largeur) ;
- 2) Fertilité (état des terres donnant le maximum de rendement) ;
- 3) Situation.

Pour distribuer des terres, le Dr. Suen préconisait de faire élaborer par l'Etat des lois sur les terres :

- 1° Une loi sur l'utilisation des terres ;

(1) Doctrine des trois principes du peuple, p. 71 et s.

- 2) Une loi sur la classification (rendement) des terres;
- 3) Une loi sur la taxation des terres, suivant leur valeur.

B. — LES TROIS PÉRIODES
DE LA CONSTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE (1)

1° *Période militaire.* — Pendant cette période, toutes les organisations gouvernementales sont entre les mains de l'administration militaire, employant la force pour briser la tyrannie des Mandchous, balayer les mandarins corrompus, changer les mauvaises habitudes et réformer les mœurs, etc..

2° *Période de tutelle politique.* — Quand une province acquiert la stabilité, cette période est commencée, on doit établir le régionalisme et émanciper la démocratie. La sous-préfecture est l'unité sur laquelle le régionalisme s'établit. Au cours de cette époque, le gouvernement envoie dans toutes les sous-préfectures des personnes instruites et pourvues de leurs diplômes pour y aider le peuple à préparer son autonomie.

Quand le recensement de la population est terminé, l'arpentage des terrains achevé, la police, l'hygiène et l'état civil bien organisés, les moyens de communication suffisants, le peuple, après avoir juré d'appliquer les principes révolutionnaires peut élire les sous-préfets et les députés. La sous-préfecture devient complètement autonome.

(1) Explication des principes fondamentaux de la construction chinoise, Kuomintang, p. 16 et s.

3^e *Période constitutionnelle*. — Quand toutes les sous-préfectures seront autonomes, arrive le commencement de la période constitutionnelle.

Le citoyen a droit d'élire et de révoquer directement les fonctionnaires ainsi que celui de légiférer et celui de referendum.

Chaque sous-préfecture où le gouvernement local est institué a le droit d'élire un représentant qui participe à l'assemblée des représentants du peuple et à la politique du gouvernement central. On organise le gouvernement central des cinq pouvoirs constitutionnels, à savoir : la cour exécutive, la cour judiciaire, la cour de contrôle, la cour législative et la cour d'examen, responsables devant l'assemblée des représentants.

C. — L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS

En 1924, Dr. Suen veut convoquer (1) l'assemblée pour résoudre tous les problèmes importants, mais sans succès à cause des difficultés inévitables avant l'unification de la Chine.

En décembre 1930, la réunion du conseil politique central décidait de convoquer l'assemblée. La première assemblée est réunie du 5 mai 1931 jusqu'au 16 mai. La conclusion est la suivante :

1^o Accepter le testament de Dr. Suen et le réaliser aussitôt que possible.

(1) Déclaration du Dr Suen, le 10 novembre 1924.

2° Instituer la constitution provisoire de la période de tutelle politique.

3° Annuler les traités inégaux conclus entre la Chine et les puissances étrangères.

4° Supprimer le communisme.

5° Tout le peuple donne sa sympathie au gouvernement national et abandonne l'insurrection.

Après la promulgation de la constitution du 16 octobre 1934, la deuxième assemblée sera convoquée ultérieurement.

L'assemblée des représentants peut élire le président, le vice-président, le ministre de Yuan législatif, le ministre de Yuan de contrôle et les membres législatifs et ceux de contrôle, en outre, elle peut prendre l'initiative législative, procéder au referendum et élaborer les modifications constitutionnelles, etc...

Les représentants de l'assemblée sont élus par le suffrage universel. L'égalité de droit entre les sexes est reconnue. Cette assemblée est différente de l'assemblée nationale en France (1) ; celle-ci est constituée par la réunion des deux chambres législatives. Ses attributions consistent seulement à reviser les lois constitutionnelles et à élire le Président de la République. Elle est un organe provisoire ou temporaire. Celle de la Constitution des cinq pouvoirs de la Chine est formée par les repré-

(1) Précis de droit constitutionnel, J. Barthelemy, p. 3 et s.

sentants de la nation. Dans chaque sous-préfecture, le peuple peut élire un délégué. En outre, le peuple résidant à l'étranger peut aussi élire des délégués dans l'assemblée. Cette assemblée est un organe suprême dans l'Etat comme le congrès national des soviets, elle exerce tous les pouvoirs gouvernementaux.

D. — LA SÉPARATION DES POUVOIRS (1)
ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL
ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Les sous-préfectures ou « Ksiens » (2) sont les unités de la création de la République de la Chine. La province joue le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement central et les sous-préfectures : toutes affaires ayant même caractère surtout en Chine (comme commandement des armées, déclaration de guerre, signature de la paix et des traités, etc), appartiennent au gouvernement central. Tout ce qui concerne les intérêts des localités particulières (tels que l'indication du programme d'autonomie des sous-préfectures ou « Ksiens », le recensement et l'inscription des habitants, le sol, les finances, les moyens de communication et de construction, l'entreprise et la coopération publique du « Ksien » et celle relative à son autonomie) appartiennent aux gouvernements locaux.

(1) Explication du plan de la construction chinoise, p. 36.

(2) « Ksiens » est comme la sous-préfecture française.

E. — DÉBUT DE RÉALISATION
DE L'ÉPOQUE DE LA TUTELLE POLITIQUE

La création du gouvernement national de Nankin indique la fin de l'époque militaire et le commencement de l'époque de la tutelle politique.

Dans ces années récentes de 1926 à 1931, le gouvernement a procédé à l'arpentage des terrains, au recensement de la population, à l'augmentation du nombre des écoles diverses et au développement des moyens de communication que nous avons mentionnés plus haut.

CHAPITRE III

LE PROBLÈME DES COMMUNICATIONS ET CELUI DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Bien que la période de tutelle-politique de la République ait commencé en 1926, néanmoins, la guerre civile s'est produite encore, l'intérieur n'est pas tranquille, l'aménagement des domaines intérieurs ne marche que très lentement. Mais cette époque de 1931 à nos jours est celle de la véritable unification de la Chine, la guerre civile ne se produit plus, sauf la guerre entre les troupes nationales et celles des communistes.

Le gouvernement comprend l'importance de la réalisation énergique du programme de tutelle politique et du programme de construction de la République du Dr Suen. A ce moment, il les réalise courageusement. Nous mentionnons d'abord le problème des moyens de communication et celui de l'économie nationale,

A. — CRÉATION DE COMITÉS DE LA CONSTRUCTION
ET CELUI DE L'ÉCONOMIE NATIONALE (1)

Le problème des communications est un des problèmes économiques de la vie du peuple, et le centre de l'histoire sociale.

La surface de la Chine est de 4.278.000 milles carrés, formant trente provinces parmi lesquelles il y en a quelques-unes se trouvant dans la zone glaciale, d'autres dans la zone tempérée, et d'autres dans la zone torride.

Mais avant 1931, il n'y a guère que 700 milles de lignes de chemin de fer, 22.000 d'autobus. Aux Etats-Unis, il y a 3.943.500 milles de chemin de fer et 22.000.000 d'autobus (2). Mais leur surface n'est que de 3.743.500 milles carrés, c'est-à-dire plus petite que la Chine.

En 1930, la première conférence (3) de la politique intérieure était convoquée ; la deuxième (4) était convoquée le 10 décembre 1932 et terminée le 16 décembre de la même année.

Le gouvernement veut développer la construction de la Chine. Pour cela, il a demandé la collaboration scientifique de la S. D. N. et emprunté aux Etats-Unis.

En 1928, le comité de construction de la Chine est créé. En 1931, le comité d'économie de la Chine est

(1) Annuaire chronologique de Sin-Pau, 1934, p. 269 et s.

(2) Some bigger issues in China's Problems, M. Arnold. Tableau de la comparaison.

(3) Rapport de la conférence de la politique intérieure, ministère de l'intérieur, janvier 1931.

(4) Rapport de la deuxième conférence de la politique intérieure de la Chine, décembre 1932.

ensuite organisé pour atteindre le but d'exécuter les programmes ou les plans de la construction de la Chine, entrepris par l'Etat. Ces deux comités sont des organes centraux de la construction. En province, il y a un ministère de la construction, à la sous-préfecture, un bureau de construction.

Ils sont chargés de toute la construction intérieure, étant aidés par des techniciens internationaux, de l'exploitation des mines, des entreprises électriques, des communications, en ce qui concerne la terre, les cours d'eau et l'air, etc... Mais, mentionnons seulement ici l'entreprise des communications par terre.

B. — ROUTES PROVINCIALES DES TROIS PROVINCES : KIANG-SU, TCHE-KIANG ET AN-WEI

Les deux comités s'entretinrent en mai 1932 avec ces trois gouvernements provinciaux pour exploiter le réseau des routes provinciales. En novembre, on développait le réseau de leurs lignes en sept provinces (1) : Shan-Si, Kupei, An-Wei, Kiang-Su, Tche-Kiang, Kiang-Si et Hunan. Dans ce réseau, il y a onze grandes lignes et soixante-trois petites. Leur longueur totale est de 22.000 kilomètres, exécutés en cinq étapes. Les routes des trois provinces ont été terminées ou achevées en novembre 1933, sauf une ligne qui a été ajournée. Quant à celles des sept provinces, la première partie du plan est achevée, les autres seront aussi bientôt terminées.

(1) Conférence des routes publiques des sept provinces. Annuaire chronologique de Sin-Pau, 1933, P. O., 85.

CHAPITRE IV

PROGRAMME DE LA CONSTRUCTION CHINOISE ⁽¹⁾ CONCERNANT LES MOYENS DE COMMUNICATION ET LES INDUSTRIES

La Chine veut réaliser le programme de la construction, d'où obtenir le capital pour l'exécuter ? L'emprunt de capitaux étrangers est nécessaire, en outre, il faut d'abord employer des techniciens étrangers. Mais il y a quelques conditions :

1° Les accords ou les entretiens ne doivent pas porter atteinte à la souveraineté ou aux droits de la Chine. Ils doivent être basés sur des conditions d'égalité respective des parties.

2° Les emprunts doivent être utilisés pour les entreprises les plus utiles, comme l'exploitation des réseaux de chemins de fer, les ports de mer, les grandes industries et d'autres travaux publics, etc..

3° Quant aux fonctionnaires ou employeurs étrangers,

(1) Programme de la construction chinoise du D^r Suen, deuxième partie, le plan de l'industrie.

ils dirigent les travaux pendant l'époque où la dette n'est pas encore liquidée. Pendant ce temps, il faut qu'ils instruisent les techniciens chinois pour les remplacer quand ils arriveront à l'expiration de l'époque définitive.

Le programme contient les quelques plans plus importants suivants :

A. — PREMIER PLAN

Dr. Suen a projeté que la Chine devait construire des réseaux de chemins de fer de 100.000 kilomètres, faire des routes d'autobus de 1.000.000 de kilomètres, creuser des canaux et réparer les anciens, exploiter les fleuves et rivières, augmenter l'usage du téléphone, des télégrammes, de la radio, et fonder divers ports commerciaux, etc... Dans ce premier plan, il y a trois parties :

1° Projet de construction d'un grand port du nord

Il sera situé dans la baie de Tche-Li où l'eau est très profonde et ne gèle jamais. Il sera relié aux cours d'eau du centre et du nord de la Chine par des canaux.

Ce port est au centre de la grande région de production du sel et tout près des mines de houille (Compagnie de Koa Yuen dont la production annuelle est de 4.000.000 de tonnes) ; ce port est un port très avantageux pour le transport de ces compagnies minières.

Maintenant Tien-Tsin est une grande région industrielle du Nord. Mais en hiver, l'eau est gelée, et, dans ce cas, la construction d'un grand port du Nord est indis-

pensable. Quelques années après, quand les chemins de fer de Mongolie arriveront jusqu'à ceux de Sibérie, ce port deviendrait un point de destination des communications asiatiques européennes.

Quant au capital pour la construction, il serait prévu dans le budget de l'Etat et si ce n'était pas suffisant, on emprunterait à l'étranger.

Cet emprunt serait aussi utile à la Chine qu'à l'étranger. Il serait tout à fait différent de l'emprunt pour faire la guerre intérieure.

II. — *Système des chemins de fer du Nord-Ouest*

Partant du port du Nord par voies doubles à Dolonnor, il forme un point important pour le rassemblement des matériaux de la grande plaine pour les diriger de Dolonnor vers le nord-ouest.

Première ligne : de Dolonnor à Moho, région des mines d'or.

Deuxième ligne : de Dolonnor à la frontière sino-russe se reliant avec le chemin de fer sibérien près de Kiakata.

Troisième ligne : traversant le nord de grand désert jusqu'à la ville de Ti-Wha, frontière de l'ouest.

Quatrième ligne : de Ti-Wha à Ili.

Cinquième ligne : jusqu'à Kashgar, etc...

Ce système de chemins de fer est parti d'une région très peuplée à une région très peu peuplée ; d'un côté, il relie le port projeté (port du nord) jusqu'à la province bien peuplée près des fleuves ou des rivières et la mer ; de l'autre côté, il relie la grande plaine désert-

tique qui est plus grande que celle de l'intérieur de la Chine. On voit ainsi quel grand intérêt ce système de chemins de fer présente pour la Chine.

III. — *Exploitation des canaux reliant les cours d'eau
du centre et du nord de la Chine
avec le grand port du Nord en projet*

On approfondira le Fleuve Jaune et ses affluents, la rivière Wei du Shen-Si, la rivière Fen du Shan-Si et les canaux qui les relient. Les grandes inondations auxquelles on était antérieurement exposé ne se reproduiront plus. En outre, un nouveau canal est projeté, reliant les rivières intérieures et le port du Nord. Ce canal doit être profond et très large pour permettre la circulation des bateaux.

B. — DEUXIÈME PLAN

I. — *Projet de construction d'un grand port de l'Est*

Shanghai est maintenant un grand port commercial de la Chine. Mais il faut le modifier afin qu'elle devienne un des grands ports du monde. Alors l'aménagement du fleuve Yang-Shé devient très important.

II. — *Aménagement du fleuve Yang-Shé*

On le divise en plusieurs sections :

1° Du point très profond des cours d'eau de Shanghai au point de jonction avec le fleuve Whang-Poo ;

2° Du point de jonction avec le fleuve Whang-Poo à Kiang-Yin ;

3° De Kiang-Yin à Kanking et Wuhu ;

4° De Wuhu à Anking et Tunglin ;

5° De Tunglin à Kiukang et Wasueh ;

6° De Wasueh à Hankow.

III. — *Construction des ports des fleuves intérieurs*

et modification des moyens de communication entre eux, des cours d'eau et des canaux actuels. En outre projet d'un grand bâtiment de manufacture de ciments pour fournir les matériaux à la construction.

C. — TROISIÈME PLAN

I. — *Projet de construction d'un grand port du Sud*

Le grand port du Sud est un des trois grands ports mondiaux de la Chine. Il sera situé à Kwangtong (Province du Sud de la Chine) qui est un centre commercial de l'Asie et une grande ville à proximité de l'Océan Pacifique. Espérant que Kwangtong deviendra un grand port mondial, on exploitera et modifiera les moyens de communications par mer.

II. — *Modification du réseau des cours d'eau de Kwangtong*

1° Rivière d'ouest :

Maintenant, les grands vapeurs peuvent arriver jusqu'à Kwang-Si, les plus petits jusqu'à la frontière de la

province du Yunnan, Kueen-Chow et la région du Fleuve Yang-Tshé.

2° Rivières du Nord et celle d'Est.

On prévient l'inondation. Il est nécessaire de modifier ces trois rivières et d'exploiter leurs affluents.

III. — *Projet de réseau de chemin de fer du Sud-Ouest*

Ce réseau contient la province du Szechwan : province la plus grande et la plus riche de la Chine, le Yunnan, le Kwang-Si, le Kwei-Chow; des provinces minérales et une partie du Kwang-Fong et du Hunan. Dans ces régions, la surface est de 600.000 milles carrés, il y a 100.000.000 d'habitants, mais très peu de chemins de fer, celui de 290 milles qui commence de l'Indochine à la capitale du Yunnan (province chinoise) est construit par la France.

Depuis quatre ans, le projet de ce système du Sud-Ouest est exécuté énergiquement. Les lignes de ce système sont :

1° Ligne de Kwang-Chow, Hunan, Kwei-Chow et Changking (Szechwan) ;

2° Ligne de Kwang-Chow, Chengtu, traversant Kweilin (Kwang-Si) et Lou-Chow (Szechwan) ;

3° Ligne de Kwang-Chow, Chengtu, traversant Wuchow (Kwang-Si), Sui-Fou (Szechwan) ;

4° Ligne de Kwang-Chow, Hunan et Changking ;

5° Ligne de Kwang-Chow, Yunnan, Tali, Tengyueh et Bamo (frontière de la Birmanie) ;

6° Ligne de Kwang-Chow et Szeman (Yunnan) ;

7° Ligne de Kwang-Chow et Yam-Chow (Kwang-Si), arrivant à la frontière de l'Indochine.

IV. — *Construction des deuxième et troisième ports commerciaux et des ports pêcheurs*, en outre de grandes manufactures de bateaux.

D. — QUATRIÈME PLAN

Projet de construction du réseau de chemins de fer du Sud-Ouest et du Nord-Ouest

L'un est pour servir à l'immigration des citoyens à l'intérieur à la Mongolie et au Turkestan isolés, et arriver au grand port du Nord ; l'autre pour atteindre le grand port du Kwang-Chow et exploiter les trésors des mines.

Mais il faut avoir d'autres réseaux de chemins de fer qui relieront respectivement toute la Chine.

I. — *Réseau du chemin de fer central*

Le réseau de chemin de fer central est plus important que les autres. Il contient toute la région du Nord du Fleuve Yang-zse et une partie de la Mongolie et du Turkestan. Le grand port du Nord et celui de l'Est sont les terminus de ce réseau. Les lignes importantes sont les suivantes :

- 1° La ligne du grand port d'Est à Koulin ;
- 2° La ligne du grand port d'Est à Ta-Cheng ;

- 3° La ligne de Nankin à Lo-Yang (Shen-Si) ;
- 4° La ligne du grand port du Nord à Sian (Shen-Si) ;
- 5° La ligne du grand port du Nord à Han-Kow (Hupeh), etc...

II. — Réseau de chemin de fer du Sud-Est

Il contient trois provinces, celles de Chekiang, de Fukién, de Kiang-Si et une partie des provinces de Kiang-Su, An-Wei, Hupeh, Hunan et Kwang-Tong.

On construira les lignes suivantes :

La ligne du grand port de l'Est à Changking (Szechwan) ;

- 2° La ligne du grand port de l'Est à Kwang-Chow ;
- 3° De Fuchow (Kukien) à Wuchang (Hupeh) ;
- 4° De Fuchow à Kweilin (Kwang-Si) ;
- 5° De Nankin (Kiang-Su) à Shau-Chow, se reliant avec la ligne de Kwang-Chow, Han-Kow ;
- 6° La ligne du rivage entre le grand port d'Est et celui du Sud.

III. — Réseau du Nord-Est

(Voir le programme de la reconstruction de la Chine).

IV. — Développement du réseau du Nord-Ouest

Il contient une partie des provinces de la Mongolie du Turkestan et du Kansu. Il a une surface de 1.700.000 milles carrés. La Mongolie est un grand pays d'élevages.

V. — Réseau de chemins de fer du Plateau

Ce réseau contient une partie des provinces du Tibet, de Tsinghai et du Turkestan (Sing-Kiang) et des provinces de Kansu, Szechung et Yunnan. Sa surface est d'environ 1.000.000 de milles carrés, région abondante.

E. — CINQUIÈME PLAN

Concernant l'industrie de l'alimentation, de l'habillement et de l'habitation du peuple en Chine.

I. — Industrie de l'alimentation

L'industrie de l'alimentation est la plus importante dans les problèmes de la vie du peuple. C'est une affaire de vie ou de mort, de survivance ou de disparition pour une personne ou une nation. Par exemple :

Pendant la guerre, tous les ports allemands étaient bloqués par les armées alliées. Une des causes de sa défaite a été le manque de denrées alimentaires.

En Chine, autrefois, la nourriture de la population n'était pas suffisante. Depuis cinq ans, le gouvernement organise diverses commissions concernant l'agriculture, le sol, etc., pour résoudre les problèmes de l'alimentation et de l'habillement. L'agriculture fait des progrès, l'oppression économique étrangère disparaît peu à peu. Maintenant, le gouvernement veut que toute la population de la Chine ait de quoi manger, et cela à bon marché, et veut que le problème de la vie du peuple soit résolu.

La question de l'alimentation et de l'habillement amène celle de l'agriculture. Jusqu'à présent, l'agriculture chinoise s'est presque toujours servie du travail humain pour produire. Pour résoudre ces questions, il faut d'abord examiner à fond la question de la production.

Il y a cinq moyens de rendre l'agriculture productive au point de vue alimentaire :

1° L'emploi des machines. En Chine, depuis des milliers d'années, on s'est toujours servi du travail de l'homme pour la culture des champs ; maintenant, on commence à employer des machines et on peut doubler la production, les dépenses peuvent au moins être réduites au dixième ou même au centième.

2° L'emploi des engrais naturels et chimiques avec l'aide de l'électricité.

On ne s'est jamais servi jusqu'à présent que d'engrais humains, d'engrais animaux et de toutes sortes de végétaux en décomposition. Maintenant, on emploie des engrais chimiques parce que l'on peut se servir de l'électricité pour fabriquer des azotates. Mais comment produit-on l'électricité ? On la produit par la force de la vapeur. Depuis quelque temps on utilise les chutes d'eau. En Chine, si on utilisait la force hydraulique du Fleuve Bleu et du Fleuve Jaune, on pourrait produire une puissance électrique de près de 100.000.000 chevaux-vapeur. (Voir : programme de la construction de la Chine par Dr. Suen).

3° Problème de l'assolement.

Soit, par exemple un champ : cette année on y sème certaines plantes et l'année suivante, on y sème d'autres végétaux ;

4° Extirpation des parasites ;

5° Conserves alimentaires (préparation et transport par voie d'eau et par voie de terre).

II. — *Habillement*

Le problème de l'alimentation est le plus important dans la vie du peuple, le deuxième est celui de l'habillement, c'est-à-dire qu'il faut que les 400.000.000 d'hommes de tout le pays aient le nécessaire en fait de nourriture et de vêtement. Il faut en outre qu'ils aient suffisamment de vêtements et leur content de nourriture.

Pour résoudre ce problème, la première chose à examiner est la production de matières premières. Il y en a quatre espèces en tout : la soie, le chanvre, le coton et la laine.

L'industrie chinoise de ces quatre espèces de matières premières, si prospère autrefois, a été évincée par les étrangers. Maintenant on étudie de nouveaux procédés et l'on trouve les moyens de les améliorer. D'un côté on modernise leur industrie par les méthodes scientifiques pour résoudre le problème agricole et celui de l'industrie.

Depuis longtemps, les diverses industries chinoises sont opprimées par l'oppression politique étrangère qui consiste dans les traités inégaux et le système de l'administration des douanes soumises à l'autorité étrangère, et elles souffrent en outre de l'impôt intérieur « *Likin* » de la Chine elle-même. Ces industries ne sont pas prospères.

Heureusement, maintenant, les traités inégaux sont abolis peu à peu. Les droits de douane sont autonomes,

c'est-à-dire presque rendus à l'autorité chinoise ; l'impôt Likin (1) n'existe pas non plus, alors la Chine peut protéger ses industries proprement dites et les développer.

III. — *Habitation, exploitation des mines, établissement de beaucoup d'imprimeries, etc...*

1° Projet de construire beaucoup plus de villes modernes avec tout le confort désirable pour la nourriture, l'habillement et l'habitation ; cette dernière doit avoir une bibliothèque, parloir, chambre à coucher, cuisine, salle de bains, cabinets d'aisance, eau courante, chauffage central et éclairage moderne, téléphone dans chaque famille et une automoblie pour tous ceux qui en veulent.

2° Etablissement de beaucoup d'imprimeries pour la diffusion de la presse, et des grandes usines de fer, d'acier, de ciment, etc...

3° Exploitation des mines de fer, de charbon, de pétrole, de cuivre, etc... pour augmenter les capitaux de l'état et du peuple.

IV. — *Egalisation de la propriété foncière et limitation du capital privé*

1° Par un impôt foncier de 1 % avec le droit de rachat possible de la part de l'Etat ;

(1) « Likin » est une taxe qui frappe les marchandises qui passent d'une province dans une autre, ou même d'une partie à une autre de la même province.

2° Par la nationalisation de la plus value future possible des terres ;

3° Limitation du capital privé par des impôts directs et indirects et développement de celui de l'état, mais évitant les systèmes capitalistes qui amènent la lutte des classes.

CHAPITRE V

L'ÉTENDUE ET L'ÉVENTUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT CHINOIS DES DERNIÈRES ANNÉES

A. — DEPUIS LA CRÉATION DU GOUVERNEMENT NATIONAL A NANKIN, IL Y A DIX POINTS REMARQUABLES EN CE QUI CONCERNE L'ÉVENTUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SOUMIS AU PARTI NATIONAL KUOMINTANG.

I. — *L'éventualité de la réalisation de l'enseignement par le parti national*

Dès l'avènement du gouvernement national, au début de juin 1927, la Commission de l'Enseignement du parti du Kuomintang de Shanghai a déclaré : « La Chine est gouvernée par le Kuomintang, il faut réaliser l'enseignement spécial à celui-ci ». En mai 1928, la réunion de l'éducation chinoise convoquée par le « Yuan » universitaire a décidé l'enseignement des trois principes du peuple. Au mois d'août 1929, le gouvernement national déclara officiellement le but de l'enseignement de la République et la méthode de sa réalisation.

Les trois principes du peuple forment le but de l'enseignement du Kuomintang, réalisé dans toutes les écoles.

Dès l'école élémentaire jusqu'à l'Université, des cours sont faits sur la doctrine du D^r Suen ou du Kuomintang, par des professeurs qui ont passé avec succès l'examen du Kuomintang.

Les articles de l'enseignement du peuple de la constitution provisoire (1) de l'époque de tutelle politique éditée en 1931 mentionnaient que la doctrine des trois principes du peuple est un règlement fondamental de l'enseignement de la République. Mais jusqu'à l'été de 1932, le gouvernement changea l'ancienne méthode de la réalisation de l'enseignement, supprima les cours de la doctrine des trois principes du peuple et les engloba avec les cours d'éducation civique, historique et géographique.

II. — *L'éventualité de l'organisation administrative centrale de l'enseignement*

En 1927, le président du comité de l'enseignement, M. Tsai Yen Peh proposa de changer le régime du comité de l'enseignement, remplacé par celui du « Yuan Universitaire ». Le 1^{er} novembre, le « Yuan » Universitaire fut créé officiellement, M. Tsai fut nommé chef du « Yuan ». Le Yuan universitaire est une organisation supérieure à l'enseignement en Chine et dirige l'enseignement et son administration.

Mais après sa création, il y eut une opposition à ce système dès les réunions du conseil politique central, tendant à rétablir un ministère de l'éducation. En octobre 1928, le ministère de l'éducation était rétabli par le gouvernement.

(1) Annuaire chronologique de Sin-Pau, 1933, P. F., 2.

III. — *Eventualité de la région universitaire*

En 1927, dès la création du « Yuan » universitaire, la commission de l'éducation provinciale est annulée en même temps que le ministère de l'éducation. En 1929 quand celui-ci fut rétabli, celui-là le fut aussi.

IV. — *Restitution du droit d'enseignement pris par l'étranger*

En 1926, le comité de l'administration d'éducation publia les règlements suivants concernant l'enseignement religieux étranger à savoir : toute organisation d'école religieuse exige l'autorisation gouvernementale. Depuis la création de gouvernement de Nankin, toutes les écoles religieuses sont réorganisées et enregistrées au gouvernement, c'est-à-dire que dans l'école il doit y avoir un conseil pour décider et contrôler l'administration. Le doyen doit être chinois. Les cours de Bible et la messe sont supprimés. En outre, on ne peut pas organiser d'école élémentaire, sauf pour un motif spécial.

V. — *Renforcement de l'enseignement populaire*

En 1928, le gouvernement central publia le budget de l'enseignement populaire, qui doit participer de 10 à 20 pour cent au budget de l'éducation de toute la Chine. Le 22 janvier 1929, le gouvernement publia les grandes lignes de sa réalisation puis en février, celles du projet de propagande pour l'enseignement de la lecture et de l'écriture. Les organisations de sa réalisation sont les suivantes : Ecole populaire ; bibliothèque d'éducation ; terrain

de gymnastique ; maison de thé populaire ; bureau de journaux et bureau de demandes d'explications littéraires. En outre dans la commission d'éducation provinciale et dans le bureau municipal, il y a une section de l'enseignement social pour faire toutes suggestions nécessaires.

VI — *Développement de l'enseignement bourgeois*

On augmente l'école normale de bourgeois et l'école élémentaire bourgeoise. La plupart des paysans sont ignorants. Après quelque temps, ils sont bien instruits.

Les écoles normales bourgeoises de Kiang-Su, Ché-kiang, An-Wei et Kwangtong sont plus avancées que celles des autres provinces.

VII. — *Education militaire*

Auparavant, en Chine, le service militaire n'était pas obligatoire. Beaucoup d'élèves, d'étudiants ne savent rien de l'armée et de ce qui est indispensable pour être un bon citoyen. Le gouvernement veut rendre obligatoire l'éducation physique d'un côté ; de l'autre côté, il veut augmenter la force de la défense nationale. Il publia que l'enseignement militaire à partir des classes supérieures de lycée jusqu'à l'université était obligatoire.

Au début de 1930, il publia les règlements de l'organisation de corps de l'armée de l'enfance, et ordonna à toutes les écoles de s'y soumettre. Le quartier général de l'armée de l'enfance publiait qu'en mai 1931, le chiffre des inscriptions avait atteint 33.812 personnes se divisant

en 438 corps. Depuis l'envahissement japonais en Mandchourie le 18 septembre 1931, l'enseignement militaire est obligatoire et très poussé dans toutes les écoles et les professeurs sont des officiers de l'armée régulière.

VIII. — *Développement de l'enseignement professionnel*

Comme le dit la statistique du mois d'août 1931 du Ministère de l'éducation, le nombre des écoles professionnelles est de 149, le nombre est moindre qu'auparavant.

Le gouvernement a trouvé que les élèves ou étudiants trouvaient difficilement leur profession ou métier lorsqu'ils avaient terminé leurs études. En août 1931, il ordonna à toutes les commissions d'éducation des provinces et à tous les bureaux d'éducation municipaux d'augmenter et de réformer énergiquement les écoles professionnelles, puis il organisait un comité de projet de l'enseignement professionnel décidant qu'elle serait la méthode de sa réalisation, etc... L'assemblée des représentants du peuple du mois de mai 1931 apporta beaucoup d'attention à ces écoles.

IX. — *Méthode de réalisation de l'enseignement professionnel, décidée par l'assemblée des représentants*

1° Se basant sur la doctrine du Dr Suen, l'enseignement à tous les degrés doit faire renaître l'esprit de patrie des élèves, spécialement ils doivent devenir tenaces, laborieux, et suivre un règlement de vie sérieuse.

2° On instruit les élèves de l'enseignement élémentaire et secondaire à avoir la capacité de l'indépendance,

observant les circonstances pour gagner leur vie, lorsqu'ils ne peuvent pas aller à l'école supérieure.

3° Augmentation du nombre de ces écoles et des écoles supplémentaires à celles-là.

L'état récompense les écoles fondées par l'initiative privée.

4° Les sciences naturelles et les sciences pratiques sont les plus importantes dans l'enseignement supérieur.

X. — *Réforme de l'enseignement depuis 1931*

Le mouvement de l'enseignement universel est très énergique. En hiver de cette année quand l'inspecteur de l'enseignement de la S.D.N. est arrivé en Chine, il a critiqué que l'enseignement chinois allait à l'encontre des règles économiques, parce qu'elle attache trop d'importance à l'école supérieure, mais oublie l'importance de l'enseignement élémentaire et secondaire, tandis que l'enseignement élémentaire n'est pas développé, l'enseignement supérieur n'avance pas non plus.

Quand le trésor de la Chine, caché sous la terre ne peut pas être exploité par elle-même, il faut pousser à la création de plusieurs écoles professionnelles pour fournir des ingénieurs, etc... à ce moment-là, il y a un mouvement en faveur de l'enseignement productif.

En juillet 1932, le ministère de l'éducation demandait la formation d'un corps d'observation de l'enseignement Européen et Américain pour modifier et réformer l'enseignement chinois.

En octobre, il proclamait à toute la Chine l'urgente nécessité de l'enseignement. En un mot, l'importance de la

renaissance de l'esprit national, renouvellement de l'esprit de réunion solidaire et de progrès.

Quant aux étudiants résidant à l'étranger, le gouvernement observe leur capacité. Il faut qu'ils aient au moins terminé leurs études de licence, en outre qu'après avoir travaillé pendant deux ans pour leur patrie, ils passent avec succès l'examen d'état.

L'enseignement est destiné à sauver et pouvoir sauver la patrie.

B. — COMPARAISON DE L'ENSEIGNEMENT CHINOIS DE 1929 AVEC L'ENSEIGNEMENT DES ÉTATS ÉTRANGERS

I. — *Enseignement élémentaire*

ÉTATS	Nombre d'élèves	Nombre d'écoles	Nombre d'instituteurs et institutrices	Nombre d'élèves par 1.000 personnes
Chine.....	8.882.077	212.385	380.000	19,4
Russie.....	9.903.000	108.424		67,4
Etats-Unis.....	20.984.002	256.104	644.631	179,1
Allemagne.....	6.629.779	52.320	180.273	105,5
Japon (territoire proprement dit).....	9.188.560	25.459	209.894	153,8
Angleterre (territoire proprement dit)....	6.440.672	25.636	184.618	143,0
Italie (territoire proprement dit).....	3.831.539	35.420	103.418	94,4
France (territoire proprement dit).....	3.753.778	80.446	119.922	92,4

NOTE. — I. La plupart des matières de ce tableau sont données par la chronologie internationale éditée au Japon.

Les nombres indiqués sont fournis par la statistique de 1924-1928, sauf pour la Chine.

II. L'ordre d'arrangement est d'accord avec le chiffre de la population de chaque Etat.

II. — *Enseignement secondaire.*

ÉTATS	Nombre d'élèves	Nombre de professeurs	Population par unités de mille	Nombre d'élèves par 10.000 personnes	Nombre d'écoles
Chine	341.023	28.568	464.905	7,33	2.111
Allemagne..	1.052.058	55.171	64.038	164,28	4.158
Italie	206.440	12.617	40.796	50,54	2.071
Angleterre..	511.550	26.624	448.375	115,28	1.729
Etats-Unis ..	3.650.903	155.768	118.628	307,78	
France.	167.535		40.960	40,91	
Japon	777.708	33.616	83.456	93,19	2.108
Russie.	707.000		147.013	48,09	1.640

NOTE. — I. Le chiffre de la population de la Mongolie et du Thibet de la Chine est fourni par la statistique de 1928, celui des autres provinces par la statistique de 1929.

II. Celui de la population des autres états est fourni par la statistique de 1925 à 1927.

III. — Dans la statistique de 1930 du Ministère de l'Education chinoise, le nombre d'élèves a augmenté jusqu'à 11,07 contre 7,33 de 1929 par 10.000 personnes.

III. — *Enseignement supérieur.*

ÉTATS	Dates	Nombre d'uni- versités	Nombre de professeurs	Nombre d'étudiants et d'étudiantes	Chiffres des populations	Nombre d'étudiants par 1.000.000 de personnes
Chine.	1930	50	5.212	28.677	474.787.386	60
Etats-Unis .	1926	976	62.224	822.895	118.628.000	6.937
France.	1927			60.960	40.960.080	1.488
Angleterre .	1928	21	5.330	52.511	44.182.000	1.019
Allemagne .	1927	23	5.175	73.139	63.180.619	1.412
Italie	1926	25		37.175	40.796.000	92
Japon	1928	40	4.910	37.096	63.862.538	581
Russie.	1927	44	8.000	84.000	147.013.600	571

C. — DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
CHINOISE PENDANT LES TROIS ANNÉES 1931-1934

I — *Nécessité de l'universalité de l'enseignement
primaire*

Les études de l'enseignement primaire sont contenues dans le programme minimum suivant : instruction morale et civique ; lecture et écriture ; langue et éléments de la littérature chinoise ; géographie, particulièrement celle de la Chine ; l'histoire, particulièrement celle de la Chine jusqu'à nos jours ; quelques notions usuelles de droit et d'économie politique ; éléments des sciences naturelles, physique et mathématique ; leur application à l'agriculture, à l'hygiène et aux arts industriels ; travaux manuels et l'usage des outils des principaux métiers ; éléments du dessin, du modelage et de la musique ; gymnastique ; pour les garçons, exercices militaires ; pour les filles, travaux à l'aiguille.

Ce programme très vaste avait été considéré comme obligatoire à l'école primaire. M. Greard dit : « La préparation à la vie est comme la définition de l'enseignement primaire dans tous les pays ».

L'enseignement primaire doit subvenir aux besoins intellectuels, physiques et moraux des enfants, on veut dire par cela aux besoins minima des citoyens d'un état ou d'une société. Alors, par la description précédente, nous pouvons prouver l'importance de l'enseignement primaire.

II. — *Son administration dans cette époque*

Depuis 1932, la Chine avait fini la statistique de sa population. Dans la plupart des provinces, on réalisait le principe de l'obligation de l'enseignement primaire. Les enfants des deux sexes âgés de six à douze ans sont obligés de suivre l'enseignement élémentaire (1). Il peut être donné soit dans les écoles publiques primaires ou secondaires, soit dans les écoles privées ou dans la famille par les parents de la famille elle-même ou par les instituteurs ou institutrices qu'ils auront choisis.

Les maires doivent chaque année dresser la liste des enfants d'âge scolaire et aviser individuellement les personnes qui en ont la garde de la rentrée des classes. Les parents doivent déclarer comment ils entendent faire instruire leurs enfants.

Les instituteurs doivent à la fin de chaque mois signaler au maire et à l'inspecteur de l'enseignement primaire les absences des élèves avec l'indication des excuses invoquées par les parents, la commission scolaire de la commune est juge des excuses présentées.

En cas de refus d'excuses acceptables, la pénalité est l'affichage dans l'année, les parents ou gardiens sont condamnés à des peines de police ou sont poursuivis devant le juge de paix.

Quant aux enfants instruits dans leur famille, ils sont obligés de passer un examen chaque année, si cet examen est insuffisant, les parents sont mis en demeure d'envoyer l'enfant dans une école publique ou privée reconnue comme nationale.

(1) Projet de la constitution du 16 octobre 1934.

III. — *Organisation administrative de l'enseignement*

Le programme de l'organisation de l'éducation est divisé en trois degrés hiérarchiques :

1° Ministère de l'éducation centrale.

C'est une organisation supérieure de l'enseignement. L'administration éducative d'état est soumise au « Yuan » exécutif. Dans l'organisation du ministère, il y a une commission de l'université, une commission de projet de l'enseignement pour les chinois résidant à l'étranger, un secrétariat, un conseil, des inspecteurs et un bureau de l'enseignement supérieur, ordinaire, social, et de la Mongolie, du Thibet et diverses commissions provisoires.

En outre, les bureaux des auteurs à écrire et à traduire. Le ministre et deux vice-ministres dirigent et contrôlent toutes les affaires du ministère.

2° Département de l'éducation provinciale.

Le chef est nommé parmi les membres de la commission du gouvernement provincial. Il est soumis au ministère de l'éducation centrale. Maintenant, son organisation dans les différentes provinces est un peu différente, mais on la divise en quatre ou cinq sections, secrétariat, inspecteurs, etc...

La première section dirige l'enseignement supérieur et secondaire et les sociétés d'urbanisation ; la deuxième section s'occupe de l'enseignement primaire, et de l'administration de l'éducation locale ; la troisième section s'occupe de l'enseignement social et de la conservation des ouvrages ; la quatrième section s'occupe de la correspondance, de l'édition, etc... Il y a en outre une com-

mission de contrôle pour contrôler les dépenses de l'éducation provinciale.

3° Le bureau d'éducation de la sous-préfecture est une organisation administrative de l'enseignement local. Le chef de bureau est choisi parmi des personnes qui ont passé l'examen avec succès, il est proposé par le maire, nommé par le ministre de l'éducation provinciale. L'administration de ce bureau est commandée par son chef.

Dans son organisation, il y a trois sections, des inspecteurs de sous-préfecture et des guides. Le comité de l'enseignement aide le bureau à négocier tout ce qui concerne l'administration de l'éducation de la sous-préfecture.

IV. — *Système actuel des écoles*

Il se divise en trois degrés :

1° Enseignement primaire : Les enfants de quatre ans à six ans entrent à l'école maternelle, de six à dix ans à l'école primaire, de dix ans à douze ans à l'école primaire supérieure.

Il y a en outre les écoles annexes pour les personnes âgées sans instruction. Tout d'abord, l'enseignement primaire de quatre ans est obligatoire. La durée est prolongée si le besoin s'en fait sentir.

2° Enseignement secondaire : Les enfants de douze à quinze ans sont instruits au lycée primaire, de quinze à dix-huit au lycée supérieur. Il y a encore des écoles normales pour préparer les professeurs. Les écoles professionnelles et les écoles annexes pour les personnes qui travaillent et les personnes sans instruction et qui ne sont plus d'âge scolaire.

3° Enseignement supérieur : L'âge est de dix-huit à vingt-quatre ans pour les études d'université et de l'école technique. De vingt-quatre à vingt-six où la durée n'est pas limitée pour les études supérieures, pour les étudiants ou étudiantes ayant terminé les études de licence.

Les âges indiqués ci-dessus sont à peu près les âges proportionnels de l'entrée de l'école, en réalité, il faut prendre en considération le degré d'intelligence et les capacités des candidats afin que les intelligences puissent avancer aussi vite que possible.

V. — *Programme de modification de l'enseignement, décidé par le gouvernement central.*

Le 21 février 1932, le gouvernement central décida le programme d'enseignement suivant :

1° Au point de vue de l'enseignement national du peuple.

a) Les enfants doivent avoir toutes les connaissances absolument nécessaires contenant la doctrine des trois principes du peuple, c'est-à-dire la patrie du peuple, le droit du peuple et la vie du peuple, les points principaux de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, et savoir lire, écrire et calculer.

Il faut que les enfants les comprennent et puissent les réaliser en effet.

b) La durée de l'enseignement du peuple de quatre ou de six ans est réglementée et adressée à toutes les écoles primaires pour être réalisée obligatoirement.

c) Le budget du gouvernement central et celui du gou-

vernement provincial doivent englober le budget de l'enseignement du peuple. Les budgets seront augmentés chaque année pour arriver rapidement à l'Universalité de l'enseignement populaire en Chine.

2° Au point de vue de l'enseignement pratique.

a) L'enseignement primaire est destiné à donner aux enfants la capacité productive et à leur enseigner l'habitude du courage. D'un côté, les enfants ayant terminé les études primaires, ont toutes les connaissances nécessaires au citoyen ; d'un autre côté, ils possèdent les éléments productifs.

b) Suivant les circonstances locales, on construit des écoles professionnelles. Elles sont gratuites pour profiter aux enfants pauvres.

3° Au point de vue de l'enseignement normal.

a) L'organisation de l'enseignement normal secondaire est à la charge de l'état et se divise en deux sortes : l'école normale ordinaire et une plus élémentaire.

b) L'école normale supérieure est aussi gratuite que l'école normale secondaire.

c) Après la terminaison des études de l'école normale supérieure, les étudiants sont envoyés obligatoirement faire leur stage dans des écoles indiquées par le ministère de l'éducation centrale ou du gouvernement local.

Quand ils ont terminé leur stage on leur donne les diplômes ou certificats, autrement, leurs diplômes sont annulés.

4° Au point de vue de l'enseignement technique.

a) L'enseignement secondaire tend à développer les

diverses facultés de l'esprit des élèves, à leur donner les informations générales qui leur permettent de se spécialiser plus tard et d'aborder avec méthode une branche du savoir.

Il faut, pour aborder en principe les études de l'enseignement supérieur, bâtir beaucoup d'établissements, de salles de travail, etc., et accepter des élèves sérieux. L'examen de baccalauréat est passé entre les élèves de plusieurs lycées.

b) Les Universités publiques ou privées sont réorganisées et réformées. L'université privée est contrôlée et entretenue par le ministère de l'éducation centrale.

CHAPITRE VI

DÉFENSE NATIONALE

I. — LES IDÉES PACIFISTES DE LA CHINE

La Chine, ayant un territoire suffisamment riche, a cultivé des idées pacifistes depuis toujours et a souvent conservé les doctrines traditionnelles de ses procureurs : Lao Tsen (1), Confucius, etc... Aucune autre nation ne peut s'enorgueillir d'avoir une politique pacifiste aussi fidèle et ancienne que la Chine.

Néanmoins, si on veut maintenir la paix avec les autres puissances, cette idée est parfaitement bonne. Mais il faut savoir que si l'on veut la paix, d'un côté, on doit cependant avoir une armée capable pour se défendre soi-même, autrement, la paix est vaine et n'est qu'un rêve.

Autrefois, la Chine aimait la paix. Mais elle n'avait pas bien préparé son armée. Ce fut un grand tort. Au cours des cent dernières années de la Dynastie des Tsing, il y

(1) *a*) Principe de l'histoire des philosophies chinoises, 1920 ; *b*) Tao-Té-King ; *c*) Quatre livres.

a eu la guerre Sino-Anglaise de 1841, la guerre Sino-Japonaise de 1894, etc. La Chine fut vaincue, elle prit contact avec les pays étrangers. Dès lors, de nombreux incidents se produisirent et une série de traités inégaux furent imposés à la Chine.

Les Chinois s'insurgèrent contre l'impéritie de l'Empire des Tsing qui fut définitivement renversé en 1911 (1), puis la République de la Chine fut établie. La Chine doit pouvoir bien organiser son intérieur et bien préparer sa défense nationale. Malheureusement, des militaristes régionaux ont créé des obstacles à la paix intérieure et à l'unification nationale. La Chine souffre des guerres civiles.

Maintenant, heureusement, les militaristes qui empêchent l'unification de la Chine, à cause de leur égoïsme, sont abattus par l'armée gouvernementale. Alors le gouvernement construit et réforme énergiquement à l'intérieur de la Chine comme il est prévu par la doctrine des trois principes du peuple au point de vue de la politique intérieure d'un côté ; de l'autre côté il annule les traités inégaux et négocie à nouveau des traités égaux avec les puissances étrangères.

Mais en 1931, la guerre entre l'armée gouvernementale et communiste est très violente. En outre, dans la plupart des provinces, il y a des inondations et la famine. A ce moment là, le Japon voisin au nord-est de la Chine prit avantage des malheurs de la Chine et envahit la Mandchourie et le Jehol.

C'était très sage de sa part, parce qu'il voulait occuper

(1) Histoire du Kuomintang de Chine, 1927.

la Mandchourie depuis longtemps. S'il n'attaquait pas à ce moment là, il craignait que la Chine, devenant plus forte, son rêve d'envahissement aurait disparu. Le Japon violait le pacte de la S.D.N., le traité de Washington, et celui de Briand-Kellog et occupait militairement la Mandchourie, le 18 septembre 1931.

L'intervention internationale fut inutile. Alors, ce fut une grande leçon que le Japon donnait à la Chine qui se réveille maintenant.

II. — LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE ET LA DÉFENSE NATIONALE.

1° *Défense nationale.*

Depuis l'envahissement japonais en territoire chinois, la Chine comprend que la paix ne peut être maintenue que par la défense nationale effective de chaque pays lui-même, sauf quelques pays qui ont une situation géographique spéciale.

Autrement, bien qu'il y ait des engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, la cour permanente de justice internationale, etc..., ce n'est pas suffisant tant que la Société des Nations n'est pas assez forte.

Les armements nationaux minima compatibles avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales, imposés par une action commune, sont au moins nécessaires pour la défense nationale.

L'armée de terre, l'armée de mer et l'armée aérienne sont des éléments très importants dans la défense natio-

nale. En outre, il faut construire des fortifications aux endroits stratégiques, des moyens divers de communication pour transporter des armées et fabriquer des munitions et du matériel de guerre.

2° *Le service militaire.*

Avant 1931, le régime de recrutement chinois était volontaire. La plupart des gens n'ont pas la connaissance du service militaire d'une part, et d'autre part, parmi les soldats, la plupart étaient ignorants, à cause du manque d'enseignement primaire. L'unification de l'armée est très difficile, c'est-à-dire, elle ne peut pas être soumise à un commandement unique. En outre, on ne peut pas envoyer un assez grand nombre de soldats sur le champ de bataille, en cas de nécessité.

Mais en 1931, le gouvernement publia une loi (1) de service militaire, contenant les onze articles suivants :

Article 1. — Le service militaire est un devoir pour les hommes de la République chinoise.

Article 2. — Le service militaire est divisé en deux sortes :

- a) celui du peuple ;
- b) celui de l'armée permanente.

Article 3. — Tout Chinois y est astreint de 18 ans à 49 ans (sauf les inaptes et les dispensés). Pendant qu'ils

(1) Annuaire chronologique de Sin-Pau de 1933, P. L., I.

ne font pas de service permanent, ils font le service du peuple. Ils font l'enseignement militaire en temps de paix, ils sont appelés en temps de guerre par ordre du gouvernement central.

Article 4. — Le service permanent se divise en trois périodes : service actif, disponibilité, réserve. Les jeunes gens de 20 à 25 ans étant appelés et examinés et jugés bons pour le service, font leur service actif dans les casernes pendant trois ans. Ils sont renvoyés dans leurs foyers après deux ans, sauf les soldats de première classe et divers soldats spécialisés ; les soldats du transport sont renvoyés après six mois.

Les jeunes gens ayant terminé le service actif, font partie du service de disponibilité, pendant six ans. En temps de paix, ils font l'exercice militaire régulier dans la campagne ; en temps de guerre, ils sont appelés à la caserne. Ceux qui ont terminé le service de disponibilité, entrent dans la période du service de réserve. La durée part de la date d'entrée au service de réserve jusqu'à 40 ans. Sa fonction est la même que celle du service de disponibilité.

Dans les régions où l'autonomie locale n'est pas encore achevée, les soldats du service permanent sont recrutés parmi des jeunes gens qui veulent se soumettre au service militaire volontaire.

Article 5. — Pendant la guerre, la durée de l'armée permanente est prolongée.

Article 6. — Le Ministère de la guerre et celui de l'intérieur gèrent ensemble les affaires relatives au service militaire et aux soldats en campagne.

Article 7. — Les ministères de l'éducation et de surintendant général de l'instruction militaire, gèrent les affaires relatives à l'enseignement militaire du peuple.

Article 8. — Pour préparer et réaliser tout ce que l'on dit dans les articles 6 et 7, il faut répartir géographiquement les armées en régions, divisions et brigades. On organise des organes nécessaires pour gérer les affaires.

Article 9. — Toutes les affaires appartenant aux divers offices ou organes sont réglées par eux-mêmes :

- a) Affaires de recrutement, de retraite et revenus de l'armée permanente ;
- b) Affaires du service de l'armée permanente ;
- c) Affaires de révision du recrutement ;
- d) Affaires concernant l'instruction militaire du peuple, etc.

Article 10. — L'exemption et l'ajournement du service militaire du peuple et du service de l'armée permanente seront réglés par un autre règlement.

Article 11. — Le service maritime sera réglementé par un autre statut.

Article 12. — La date de la réalisation de cette loi sera fixée par une nouvelle ordonnance.

Le service militaire est étendu peu à peu à toutes les provinces de la Chine. Le projet de réorganisation de l'armée par le Maréchal Tchang a été décidé par la commission du gouvernement central en 1934. En outre, le Maréchal Tchang a présenté son plan du mouvement de la vie nouvelle du peuple chinois (1) qui est obligé de

(1) Mouvement de la vie nouvelle du peuple chinois.

s'y soumettre. Ce mouvement a pour but d'expurger les coutumes pernicieuses et la mentalité défectueuse qui peuvent arrêter le progrès du pays et de renouveler la bonne morale traditionnelle. Son influence sur le service militaire est très importante.

CHAPITRE VII

LES AFFAIRES DE LA MONGOLIE
ET DU THIBET
SOUS LA RÉPUBLIQUE
ET LEUR RÉFORME ⁽¹⁾ DE CES DERNIÈRES ANNÉES

A. — APERÇU HISTORIQUE

La Mongolie est divisée en deux parties : la Mongolie extérieure et la Mongolie intérieure. La Russie se rendant parfaitement compte de la faiblesse des Mandchous, saisit l'occasion de la révolution nationale de 1911 pour faire occuper Ourga par des troupes et usa de tous les moyens possibles pour amener les habitants d'Ourga à réclamer leur indépendance au détriment de la Chine. Par ce coup d'état, la Mongolie s'était déclarée indépendante le premier janvier 1912. La même année, la Russie signait avec elle, à Ourga une convention en six articles dont les points essentiels étaient les suivants :

1° Reconnaissance « de jure » par la Russie de l'indépendance de la Mongolie extérieure ;

(1) Annuaire chronologique de S.-P., 1934, p. 244 et s.

2^o Droit pour les banques russes de fonder des succursales sur tout le territoire Mongol ;

3^o Droit pour la Russie d'acheter du terrain ou de louer des territoires propres aux entreprises économiques ;

4^o Privilège accordé aux Russes de faire paître leurs troupeaux dans les terres avoisinant la Russie ;

5^o Privilège d'établir des postes russes dans la Mongolie extérieure ;

6^o Les Mongols pourront recourir à l'aide des Russes pour expulser, le cas échéant, les troupes chinoises se trouvant sur leur propre territoire.

Cette convention avait été conclue en dehors de la Chine et en violation de ses droits. Cependant, le 5 novembre 1913, d'un commun accord, les deux nations signèrent une déclaration Sino-Russe. Par cette déclaration, la Chine reconnaissait l'autonomie administrative de la Mongolie extérieure. Mais la guerre européenne en détournant l'attention de la Russie permit au gouvernement de Yuan-Chi-Kai de replacer toute la Mongolie sous la suzeraineté de la Chine.

Le 7 juin 1915, un accord signé à Kiachta par les délégués des gouvernements Russe, Chinois et Mongol stipulait :

Article 2. — La Mongolie extérieure reconnaît la suprématie de la Chine. La Chine et la Russie reconnaissent l'autonomie de la Mongolie extérieure faisant partie du territoire de la Chine.

Article 3. — La Mongolie autonome n'a pas le droit

de conclure avec des puissances étrangères, des traités internationaux concernant les questions politiques et territoriales. Après la révolution d'octobre de la Russie, le 31 mars 1934, la Chine et les Soviets avaient conclu le traité Sino-Russe ou l'accord Sino-Russe à Pékin.

L'article 4 édicte : « Le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'accord avec sa politique, et avec les déclarations faites par lui en 1919 et 1920, déclare que tous les traités, arrangements, etc... passés entre l'ancien gouvernement impérial et quelque autre tierce partie que ce soit, qui sont de nature à affecter les droits souverains ou les intérêts de la Chine deviennent nuls et non avenue.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent qu'à l'avenir aucun des deux gouvernements ne conclura quelque traité ou arrangement que ce soit qui porterait atteinte aux droits souverains ou aux intérêts d'une des deux parties contractantes ».

L'article 5 édicte : « Le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes-Soviétiques reconnaît que la Mongolie extérieure fait partie intégrale de la République chinoise et s'engage à respecter les droits souverains de la Chine sur ce territoire.

Le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes-Soviétiques déclare que, aussitôt que les questions se rapportant au retrait de toutes les troupes soviétiques de la Mongolie extérieure, notamment celle de la date du retrait de ces troupes et celle des mesures à adopter dans les intérêts de la sécurité des frontières, seront réglées à la conférence, comme stipulé dans l'article 2 du pré-

sent accord ; il effectuera le retrait complet de ses troupes de la Mongolie extérieure ».

Mais à cause des troubles intérieurs chinois, la Mongolie extérieure est encore restée séparée de la Chine.

Quant à la Mongolie intérieure, lorsque la République chinoise fut proclamée, la Mongolie intérieure disparut en tant qu'unité politique et forma dans sa partie orientale trois régions particulières : le Jehol, le Tchahar et le Souei-Yuan, tandis que sa partie occidentale fut incluse dans la province du Kan-Sou.

En 1927, le gouvernement Chinois rattacha la région du Jehol à la Mandchourie. Deux ans plus tard, il procéda à une nouvelle division administrative, et la Mongolie intérieure compta désormais quatre régions : Le Jehol, le Tchahar, le Souei-Yuan et le Ning-Ksia.

Le Thibet fut conquis par la Chine il y a deux cents ans et celle-ci n'y exerça jamais qu'une sorte de protectorat, l'administration séculière thibétaine conservant l'autorité de fait.

Le Dalai-Lama est le Chef du gouvernement central du pays. Dès la conquête des Indes par l'Angleterre, celle-ci tenta d'installer des entreprises dans le Thibet, et à la suite de conflits continuels entre les thibétains et les populations du Sikkhin, des négociations furent entamées entre la Chine et la Grande-Bretagne. Elles aboutirent à l'accord de Calcutta en 1890 et trois ans plus tard à une convention commerciale conclue entre les deux pays.

Par suite du fait de difficultés survenues à la frontière Indo-Thibétaine, et des obstacles que les autorités Thibétaines mettaient à la circulation des commerçants et

agents britanniques, une expédition militaire britannique fut envoyée au Thibet en 1904.

Le Dalai-Lama s'était réfugié en Chine et le chef du monastère de Tashilhumpo le remplaça. L'Angleterre conclut avec celui-ci l'accord qui assurait à la Grande-Bretagne une situation privilégiée au Thibet.

Mais la Chine entendait ne pas laisser périmer ses droits de suzeraineté ; le Gouvernement Mandchou protesta donc aussi énergiquement qu'il était possible, mais l'Angleterre ne daigna pas entendre ses protestations.

De plus, la Grande-Bretagne et la Russie, s'engagèrent par la convention du 31 août 1907 à respecter l'intégrité territoriale du Thibet et à s'abstenir de toute ingérence dans son administration intérieure, à ne négocier avec le Thibet que par l'intermédiaire du gouvernement chinois, à ne pas envoyer de représentants à Lhassa, ne demander aucune concession d'aucune sorte au Thibet ; enfin elles reconnurent les droits de suzerains de la Chine.

Le Thibet déclara son indépendance à l'occasion de la révolution de 1911. A ce moment-là, le Ministre anglais à Pékin M. Jordan soumit au gouvernement de la République chinoise les demandes suivantes :

1° La Chine n'interviendra pas dans les affaires intérieures du Thibet ;

2° A l'exception des gardes qui s'y trouvent, la Chine ne pourra pas envoyer de troupes au Thibet ;

3° La Chine et l'Angleterre devront conclure un nouveau traité au sujet du Thibet ;

4° Si la Chine ne reconnaît pas ces conditions, l'Angleterre se refusera à reconnaître le gouvernement républicain en Chine.

A la suite de ces événements, la Grande-Bretagne encouragea le Thibet dans son mouvement séparatiste en 1913 ; la Chine proposa alors de nouvelles négociations au gouvernement anglais à Londres, mais l'Angleterre prétendit exiger la participation des Thibétains aux négociations et la conférence se tint à Takilin sur la Frontière Indo-Thibétaine. Le Gouvernement chinois ne s'y opposa point et le délégué anglais proposa à la conférence les points importants suivants :

1° Les gouvernements chinois et anglais déclarent que le Thibet est un territoire chinois ;

2° L'autonomie sera accordée au Thibet extérieur, les affaires extérieures seront administrées par le Lama, ni la Chine, ni l'Angleterre n'auront le droit d'intervention ;

3° Détermination des frontières du Thibet intérieur et du Thibet extérieur.

Cette proposition tendait à faire perdre à la Chine son droit de suzeraineté sur le Thibet, et l'Angleterre devait en retirer des avantages. Le Gouvernement de la République Chinoise refusa de signer cet accord ; aussi la question du Thibet reste-t-elle encore pendante de nos jours ; L'Angleterre profitera d'une occasion qui ne manquera pas de se présenter pour réaliser son expansion sur le Thibet.

B. — RÉFORME DE LA MONGOLIE INTÉRIEURE ET DU THIBET

Rappelons-nous que dès la fin du dix-septième siècle, la division de la Mongolie en Mongolie extérieure et Mongolie intérieure exista, et que des féodaux, des princes à la tête de tribus guerrières, de ligues et de « bannières » se formaient dans l'intérieur. Dès la proclamation de l'indépendance de la Mongolie extérieure en 1911 (1), elle était devenue une région communiste ; l'ingérence russe ne s'en fait pas moins sentir dans tous ses rouages administratifs, instructeurs militaires, conseillers politiques, médecins, ingénieurs, tous sont bolchevistes, bien que la Chine ait en apparence la suzeraineté de la Mongolie extérieure. Mais de fait, elle était encore séparée de la Chine. Maintenant nous disons seulement : « Réforme de la Mongolie intérieure ».

Depuis l'établissement du gouvernement national à Nankin, les régions particulières sont devenues des provinces, à savoir : Jehol, Tchegar, Souei-Yuan et Ning-Ksia. La partie sud est presque organisée en sous-préfectures ou « Ksiens », la partie nord est encore sous le régime traditionnel des ligues et des « bannières ».

En 1928, quand les troupes du gouvernement national étaient arrivés à Pékin et Tien-Chin, les ligues et les « bannières » de la Mongolie intérieure avaient organisé un groupe de leurs représentants qui sont arrivés à Nankin pour manifester leur soumission très fidèle à la

(1) Annuaire chronologique de S.-P., 1933, P. G., 6.

République Chinoise ; à ce moment-là une commission (1) de la Mongolie et du Thibet fut créée par le gouvernement national de Nankin. En juin 1929, la réunion de la commission centrale exécutive du Kuomintang avait décidé de six moyens d'organiser et de développer la Mongolie et le Thibet, et décidé également la conférence de la Mongolie et du Thibet et la date de cette convocation. Les six moyens d'organiser la Mongolie et le Thibet, décidés par la deuxième réunion de la commission exécutive centrale du Kuomintang sont les suivants :

1° De convoquer une conférence Mongo-Thibétaine, des chefs de ligues et de « bannières » de la Mongolie Intérieure et des représentants choisis par leur peuple. Le Dalai-Lama du Thibet et son peuple choisiraient aussi quelques représentants pour aller à Nankin assister à cette conférence. Le Gouvernement central en nommerait quelques-uns pour y assister. La mission de cette conférence serait de rapporter l'état actuel de la Mongolie et du Thibet et de négocier comment on pourrait développer et réformer les affaires locales puis on demanderait au gouvernement central de les réaliser. Les membres de la commission Mongo-Thibétaine devaient assister à toutes les conférences de la Mongolie et du Thibet. Cette conférence devait être convoquée avant mars 1930 ;

2° Les envoyés du gouvernement central pour organiser et faire la propagande en Mongolie et au Thibet.

(1) Annuaire chronologique de S.-P., 1933, P. G., 6.

Le gouvernement central nomme de dix à vingt personnalités marquantes pour s'y rendre et faire de la propagande sur la politique et la décision de l'aide à la Mongolie et au Thibet, en outre elles répondent aux désirs du peuple Mongo-Thibétain et s'enquièreent de leurs souffrances ;

3° On établit les écoles Mongo-Thibétaines pour préparer les techniciens futurs de la construction et les fonctionnaires futurs de la tutelle politique : chaque région de ces deux pays choisit les jeunes gens, et les envoie aux concours de ces écoles. En outre on annexe une classe d'études sur la Mongolie et le Thibet pour étudier les affaires techniques qui concernent la Mongolie et le Thibet ;

4° En ce qui concerne l'avancement et la réforme de l'économie et de la civilisation Mongo-Thibétaine, il faut d'abord procéder à l'enseignement. Les quelques points importants sont :

1) Ordonner aux organes éducatifs des ligues et des « bannières » de la Mongolie et à ceux du Thibet et de Sikan, d'établir immédiatement tous les divers degrés d'écoles, et d'éditer les livres divers et les ouvrages de propagande du Kuomintang. L'enseignement élémentaire est obligatoire. Tout le monde doit savoir lire et écrire, comprendre l'enseignement de la doctrine des trois principes du peuple du D^r Suen, et avoir la compréhension de l'autonomie ;

2) Décider le budget de l'enseignement Mongo-Thibétain ;

3) Organiser au ministère de l'éducation, une section

particulière s'occupant de l'enseignement Mongo-Thibétain ;

4) Organiser les écoles préparatoires dans la capitale de la Chine et dans d'autres villes pour accueillir les jeunes gens de la Mongolie et du Thibet. En outre, dans les écoles nationales ou provinciales, les étudiants Mongoliens et Thibétains jouissent de certains privilèges.

Ces quatre moyens ci-dessus sont à la charge du Yuan exécutif qui propose un plan et le réalise aussitôt que possible ;

5) La commission Mongo-Thibétaine doit projeter et réaliser énergiquement tout ce qui regarde le programme de la réalisation politique. Dès la première période, il faut veiller à connaître l'état actuel de fait de la Mongolie et du Thibet, renouveler le régime administratif, augmenter les écoles et faire les préparations indispensables, concernant l'autonomie locale ;

6) Encouragement de la Propagande, édition d'ouvrages de propagande traduits en Mongolien et en Thibétain qui contiennent les points importants suivants :

a) Il faut expliquer que les races Mongo-Thibétaines sont une partie des races de la République chinoise, et que la doctrine des trois principes du peuple est celle qui doit sauver les races Mongo-Thibétaines ;

b) Il faut leur expliquer que leur situation est dangereuse, il y a toujours un ennemi qui veut les envahir ;

c) Les dépenses de l'enseignement et l'exploitation des moyens de communication et des industries sont aidés par le gouvernement central. Les gouvernements locaux peuvent bien organiser et faire avancer les choses rapi-

dement, en vertu de la doctrine et du programme politique du parti Kuomintang, mais l'armée, les relations diplomatiques, et l'administration nationale doivent être soumis à l'autorité du gouvernement central qui peut améliorer l'état actuel de la Mongolie et du Thibet par la force de la Chine tout entière ;

d) Explication du sens de période de tutelle politique, direction et contrôle du peuple de la Mongolie et du Thibet afin que l'on lui enseigne les responsabilités de l'autonomie, et que l'on en achève l'organisation. En outre, le gouvernement central récompense les personnes qui viennent servir dans les organes centraux du Kuomintang ou du gouvernement national.

C. — AUTONOMIE DE LA MONGOLIE INTÉRIEURE

I. — *Méthode (1) de l'autonomie*

1° *Limitation de l'autonomie de la Mongolie intérieure*

Le premier moyen projeté par les représentants de la Mongolie est de la diviser en districts et d'organiser les gouvernements régionaux. Cela est d'accord avec les règles décidées par le gouvernement central et est accepté par celui-ci. Quant au pouvoir et aux dépenses, on projettera d'autres moyens réalisés par d'autres décrets ou ordonnances qui seront promulgués.

(1) Annuaire chronologique de S.-P., 1934, p. 244-245.

2° Ordre de réalisation de l'autonomie de la Mongolie

Avant l'établissement officiel des gouvernements régionaux, l'organe préparatoire est nécessaire, mais il faut que le gouvernement central nomme le président du gouvernement local comme personne au courant de la technique de la question. Le moyen de nommer l'envoyé sera réglé par d'autres règlements.

3° Limitation des régions autonomes de la Mongolie

L'organisation des régions autonomes doit être limitée aux régions où ne sont pas encore installées les sous-préfectures ou « Ksiens », c'est-à-dire qui sont encore sous le régime ancien. Dans les provinces de Tchahar et de Souei-Yuan, chacune organise deux régions autonomes qui s'appellent : Gouvernement de la première région autonome et gouvernement de la deuxième région autonome. Il en est de même pour l'autre. Mais si les deux régions autonomes de Tchahar ou celles de Souei-Yuan veulent unir les deux régions en une seule, le gouvernement de chaque province peut envoyer une demande à la commission Mongo-Thibétaine du Ministre de l'Intérieur, qui est ratifiée par le Yuan exécutif du gouvernement central. Dans les régions de Tchahar ou Souei-Yuan, qui sont organisées en Ksiens et appartiennent aux régions administratives des provinces, le gouvernement provincial et le gouvernement de la région autonome font mesurer et rapportent à la commission Mongo-Thibétaine du ministère de l'Intérieur. Celui-ci demande la ratification de Yuan exécutif. Quant à quel-

ques régions des « bannières » de la province de Ning-Ksia, elles ne se rangent pas dans la limitation des régions autonomes.

4° *Organisation du gouvernement des régions autonomes*

a) Le Gouvernement d'une région autonome comprend de cinq à quinze membres parmi lesquels il y a un président et deux vice-présidents. Ils sont nommés par le gouvernement parmi le peuple local ;

b) Le gouvernement d'une région autonome se divise en sections chargées de fonctions ;

c) Pour négocier les affaires communes ; le gouvernement central y envoie une fois par an quelqu'un pour convoquer la conférence d'unification de toutes les régions autonomes de la Mongolie intérieure ;

d) Le lieu de gouvernement des régions autonomes est ratifié par le gouvernement central.

e) Dans la région autonome il y a deux degrés de districts et de « bannières ». Chacun organise l'organe de l'autonomie du peuple.

5° *La soumission du gouvernement de la région autonome*

Les gouvernements des régions autonomes de la Mongolie sont soumis directement au Yuan exécutif et sont dirigés et contrôlés par chaque Yuan ou Ministre auquel ils appartiennent.

6° *Pouvoirs du gouvernement de la région autonome*

Les pouvoirs concernant la défense nationale, l'instal-

lation des armées, et la diplomatie appartiennent au gouvernement central qui peut aussi ordonner au gouvernement provincial de les exécuter. Celui-là peut transmettre le pouvoir d'exécution au gouvernement local pour les affaires ayant un caractère particulier.

Le pouvoir exécutif de l'administration des « bannières » mongoles qui n'a pas été transféré au gouvernement provincial par le gouvernement central est confié au gouvernement de la région autonome. Celui-ci peut proclamer l'ordre et faire des règles à condition de ne pas aller contre les lois et les ordres de gouvernement central et du gouvernement provincial local ; mais les lois ou règlements concernant l'atteinte à la liberté du peuple et l'augmentation des charges du peuple ne sont pas obligatoires à moins d'être ratifiés par le gouvernement central.

7° Relation entre le gouvernement provincial et celui de la région autonome

A l'égard de l'administration des « bannières » mongoles des régions autonomes, le gouvernement central cède le pouvoir au gouvernement provincial qui peut se charger de ces administrations.

Quant à l'administration dont le pouvoir n'est pas transmis au gouvernement provincial par le gouvernement central, elle appartient au gouvernement de la région autonome sous l'ordre du gouvernement central. La limitation de l'administration provinciale procède des négociations du gouvernement provincial avec celui de la région autonome. L'administration de toutes les

« bannières » et le conflit Mongo-Chinois sont réglés par le gouvernement local de la province.

En cas de nécessité, on organise une commission spéciale chargée de résoudre le conflit entre le gouvernement provincial et celui de la région autonome. Le gouvernement central peut ordonner au gouvernement provincial de diriger et d'accorder l'autonomie locale aux régions mongoliennes.

8° *La dépense administrative de la région autonome*

Le budget des dépenses administratives de la région autonome doit être ratifié par le gouvernement central et celui-ci fournit de l'argent à celui-là. Les taxes se divisent en deux sortes : l'une est la taxe nationale, perçue directement par l'Etat ou par le gouvernement provincial local qui est l'agent de l'Etat. Quant à la taxe locale, elle est perçue par le gouvernement provincial dans les régions des sous-préfectures ou « Ksiens » et dans les régions qui ne sont pas encore installées comme « Ksiens » la taxe est perçue par le gouvernement de la région locale autonome.

9° *Problème des dépenses des régions autonomes*

Dans les régions des « Ksiens » qui sont déjà depuis longtemps exploitées, la possession de terrains occupés par les Mongoliens et les Chinois, à proprement parler, leur appartiennent toujours en vertu de la coutume ancienne. Quant aux régions des « bannières » qui ne sont pas encore exploitées ni organisées comme « Ksiens » (sous-préfectures) elles vivent du moyen pri-

mitif de l'élevage, l'agriculture y étant moins importante.

Tout individu, de quelque race chinoise à laquelle il appartienne, ayant habité continuellement pendant plus d'un an en Mongolie de la République Chinoise, a droit au terrain agricole et peut vivre de l'élevage.

Quand le gouvernement régional autonome sait que des étendues de terrain ont besoin d'être exploitées, il doit en appeler au gouvernement central et les faire exploiter librement par des Mongoliens et Chinois proprement dits. L'élevage des régions doit être amélioré. Le gouvernement fait bâtir des usines de produits pharmaceutiques, et des bureaux pour remédier aux épidémies des animaux domestiques. Les forêts et les mines doivent appartenir à l'Etat. Elles sont exploitées par le Ministère de l'Industrie. En outre, le Ministère des Finances établit une banque subventionnée par la Banque centrale dans chaque région autonome pour s'occuper de la circulation monétaire.

10° Problème de l'Enseignement dans les régions autonomes

En ce qui concerne l'amélioration du régime éducatif et de subventionner les frais de l'enseignement de la Mongolie, il faut négocier et projeter un plan concret entre le Ministère d'éducation et la commission Mongo-Thibétaine.

11° Le problème de la Justice dans les régions autonomes

Le Ministère de la Justice négocie et projette avec la commission Mongo-Thibétaine, un plan concret.

II. — PRINCIPES DE LA MÉTHODE DU PROBLÈME DE L'AUTONOMIE MONGOLE

Le 17 janvier 1934, après que le Conseil Politique Central eut voté les onze articles de la méthode de l'autonomie de la Mongolie intérieure mentionnée ci-dessus, ces articles ont été fortement critiqués par les représentants Mongols à Nankin qui ont demandé au gouvernement central de les modifier.

Le 28 février 1934, le Conseil Politique Central a voté de nouveau les huit principes suivants :

1° Une commission des affaires politiques de l'autonomie Mongole est organisée dans un endroit convenable, elle est soumise au Yuan exécutif et est dirigée par l'organe central même auquel elle appartient. Cette commission dirige les affaires politiques de chaque « bannière ».

Le Président et les membres de la commission sont nommés parmi les Mongols. Le règlement de ses dépenses est assuré par le gouvernement central qui expédie une personnalité au lieu de la commission pour la diriger et résoudre le conflit entre la province, les « Ksiens », les ligues et les « bannières » ;

2° Les sous-préfectures des ligues sont transformées en gouvernements des ligues ; celles des « bannières » en gouvernements des « bannières ». Mais leur organisation n'est pas changée. Les frais de gouvernement sont assurés par une subvention du gouvernement central ;

3° Les différentes parties du Tchahar sont transfor-

mées en « bannières » comme les autres, le système de leur organisation conserve les coutumes traditionnelles ;

4° Le droit de gouverner les ligues et les bannières reste traditionnel ;

5° L'exploitation des terrains d'élevage des ligues et des « bannières » n'est pas laissée entre les mains d'un individu quelconque, les moyens d'élevage sont désormais modifiés (mais les ligues et « bannières » peuvent exploiter librement leurs terres, comme elles le désirent) ;

6° Leurs taxes et leurs impôts privés sont garantis ;

7° Les diverses taxes dans le lieu des ligues et « bannières » perçues par la province ou « Ksiens » sont partagées avec celles-là pour la construction ;

8° On ne peut augmenter l'organisation des « Ksiens » ou bureaux dans les territoires des ligues et « bannières » sans l'assentiment de ces dernières en cas de nécessité.

Quand le conseil politique central eut voté ces huit principes les représentants furent satisfaits, le problème de l'autonomie de la Mongolie intérieure était résolu.

DEUXIÈME PARTIE

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Dans la première partie, nous avons parlé des rapports du parti national Kuomintang avec la République de Chine et des relations de la politique de celle-ci avec celle du parti du Kuomintang. La politique du parti Kuomintang est semblable à celle de la République.

La politique extérieure (1) de la Chine a pour but d'abolir les privilèges étrangers et d'annuler les traités inégaux, conclus entre la Chine et l'étranger comme l'exterritorialité, les concessions, les territoires à bail, etc...

Au mois de juin 1925, le premier gouvernement national fut organisé à Kwantong. En 1928 l'armée du nord-est est battue par celle de Kwantong. Le gouvernement national est installé à Nankin, la Chine est unifiée.

Le 15 juin 1928, le gouvernement national fit une déclaration adressée à toutes les puissances dans laquelle il disait : « Cette déclaration a pour but de manifester les intentions amicales du gouvernement vis-à-vis des

(1) Histoire de la diplomatie du gouvernement national, 1930, Hong Chun-Pet, p. 12, 13, 15, 16.

puissances ; d'exprimer l'espoir de la Chine de voir les anciens traités revisés par des accords internationaux qui restitueraient à la Chine son indépendance complète et qui aboliraient les restrictions à sa souveraineté, si contraires au droit commun ».

Maintenant, nous disons que la Chine a réalisé tout ce qui concerne la politique extérieure.

CHAPITRE I

ABOLITION DE L'EXTERRITORIALITÉ

Pendant la grande guerre de 1914-18, la Chine avait aboli les privilèges des ressortissants de l'Allemagne et de l'Autriche. Après la révolution soviétique, le gouvernement de Moscou manifestait sa volonté d'abolir les privilèges que l'ancien gouvernement avait obtenus de la Chine. Mais les autres puissances ont cherché par des moyens dilatoires à maintenir leurs privilèges.

Cependant, le gouvernement chinois aspirait à voir procéder le plus tôt possible à l'abolition de toute la juridiction consulaire ; il a envoyé une note (1) à tous les états intéressés :

« Le gouvernement chinois, rappelle que, par l'intermédiaire de ses représentants, il a eu l'occasion d'exprimer, à la conférence de la paix de Paris, son vif désir de voir abolir les limitations juridiques aux droits de la souveraineté de la Chine, qui ont été imposées par les anciens traités conclus entre la Chine et les puissances étrangères... »

(1) Exterritorialité en Chine, 1930, Liang C.-T., p. 185 et s.

En effet, le gouvernement national a demandé à plusieurs reprises aux puissances, d'abolir l'exterritorialité en envisageant deux procédés :

1° Par voie de révision générale des traités ;

Les traités expirés et non encore remplacés par de nouveaux traités seraient soumis à la législation et aux tribunaux chinois (note du 7 juillet 1928). En 1928, le gouvernement a conclu de nouveaux traités avec six puissances : Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne, Portugal et Danemark ;

2° Par des accords particuliers.

Le gouvernement a adressé le 27 avril 1929 une note (1) à six puissances : Angleterre, Etats-Unis, France, Hollande, Norvège et Brésil. Cette note avait pour but de demander l'abolition de l'exterritorialité. Les réponses (2) de ces puissances étrangères exprimèrent leur sympathie, mais n'indiquaient aucun engagement.

Le gouvernement national adopta alors le 28 décembre 1929, une attitude décisive. Le conseil d'état décidait : « A partir du 1^{er} janvier 1930, nous décidons de rétablir notre propre souveraineté. Tous les ressortissants étrangers, résidant en Chine et jouissant des privilèges de la juridiction consulaire devront se soumettre sans exception, aux lois, décrets et règlements, émanant régulièrement du gouvernement central et des gouvernements locaux » (3).

L'intention de la France et l'Angleterre était de consi-

(1) Exterritorialité en Chine, 1930, Liang C.-T.

(2) — — — p. 187, 188, 189.

(3) — — — p. 190.

dérer la date du 1^{er} janvier 1930 seulement comme le point de départ de négociations en vue de l'abolition de l'exterritorialité. Des négociations formelles de mai 1931 étaient en cours avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Hollande et la Norvège qui ont exprimé leur désir de renoncer à leurs privilèges. Le Brésil a considéré avec sympathie, les propositions chinoises, seule, la France resta dans l'expectative. Quant au Japon, son représentant à Nankin a présenté quatre conditions relatives aux négociations de l'exterritorialité.

CHAPITRE II

LA COMPÉTENCE DE LA COUR DE SHANGHAI RENDUE A LA CHINE

L'autorité judiciaire dans un état est une autorité absolue, un autre état ne peut pas y intervenir. Cependant, en Chine, la juridiction étrangère conclue par les anciens traités entre la Chine et les puissances étrangères est très injuste.

La cour de Shanghai dans la concession internationale est une organisation curieuse, les juges chinois de la cour ne peuvent pas juger les étrangers, résidant et poursuivis en Chine, parce que les étrangers se réfugient sous l'assistance des consulats étrangers ; lorsque la décision des juges chinois n'a pas les sympathies consulaires, les consuls étrangers peuvent empêcher l'exécution du jugement.

En 1929, le gouvernement national adressait une note aux six puissances que nous avons nommées plus haut, leur demandant de rendre la compétence qu'elles ont prise à la Chine. La réponse de ces six puissances n'a pas été satisfaisante pour la Chine. Le 9 décembre 1929, les représentants chinois ont négocié à Nankin avec les con-

suls étrangers de Shanghai. Bien que les négociations aient été reprises jusqu'à huit fois, ils n'ont pu se mettre d'accord.

Le 21 janvier 1930 est la date de la vingt-huitième négociation. Cette fois, heureusement les négociateurs ont témoigné de la sympathie à la Chine et sont tombés d'accord. Le résultat (1) fut le suivant :

- 1° Abolition du régime des jugements consulaires ;
- 2° Abolition du régime des chefs étrangers des officiers de la police ;
- 3° Le conseil municipal doit exécuter la décision de la cour ;
- 4° La prison civile féminine est soumise à l'autorité chinoise et des règles furent décidées pour transférer les prisonniers à la prison Chinoise ;
- 5° Construction de l'établissement pour les affaires litigieuses ;
- 6° Les avocats étrangers doivent obéir aux lois chinoises ;
- 7° Le conseil municipal a le droit d'exécuter les décisions de la cour et de se servir des polices judiciaires.

La signature de l'accord à l'égard de la cour chinoise dans la concession internationale eut lieu à Nankin le 19 février 1930, entre la Chine d'une part et l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, le Brésil et la Norvège d'autre part. A partir du 1^{er} avril 1930, la compétence de la cour était rendue à la Chine, la durée de l'accord était valable

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, p. 175, 176, 178.

jusqu'au 1^{er} avril 1934. Quant à l'expiration de la date, on pouvait la prolonger si les parties étaient d'accord.

Le 8 février 1934, les états étrangers à la signature de l'accord ont adressé un projet de prorogation de trois ans de la durée de l'accord au ministère des affaires étrangères. La Chine y a répondu avec sympathie. Les notifications respectives étaient dans les termes suivants :

Les Ambassadeurs et chargés d'affaires des six puissances notifient au Ministère des affaires étrangères chinois.

Le 17 février 1930, les représentants du Brésil, des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et de la Hollande ont conclu à Nankin un accord avec la Chine concernant la cour chinoise de la concession internationale. Son article 10 avait stipulé :

« L'accord et ses annexes de la cour chinoise de Shanghai est en vigueur du 1^{er} avril 1930 au 31 mars 1933, quand la date indiquée sera expirée, on pourra en prolonger la durée de validité, s'il y a consentement mutuel des parties. »

Maintenant, nos gouvernements ont négocié et projeté de prolonger l'accord et ses annexes qui seront continuellement valables à partir du 1^{er} avril 1933 au 31 mars 1936, c'est-à-dire pour trois ans. Si l'un des contractants veut résilier cet accord et ses annexes il devra s'adresser à l'autre contractant, six mois avant l'expiration de l'accord, sinon il reste valable...

Le gouvernement de la Chine adopta ce projet avec sympathie.

Leur deuxième notification adressée le 11 février 1933

au Ministère des affaires étrangères demande que le projet d'amélioration de la lenteur d'exécution de la procédure civile s'applique aussi à la cour chinoise dans la concession internationale, particulièrement concernant l'application de la peine, la procédure de la cour de Justice et la lenteur de l'exécution de la décision du Juge.

La réponse de la Chine approuve certainement le projet. A l'égard de l'accord de la cour de Shanghai les puissances étrangères ont décidé en sympathie avec la Chine son prolongement de trois ans, c'est-à-dire qu'à partir du 1^{er} avril 1933, jusqu'au 31 mars 1936, il est valable.

CHAPITRE III

LA COMPÉTENCE

DE LA COUR DE LA CONCESSION FRANÇAISE

RENDUE A LA CHINE

La reddition de la cour mixte de la concession internationale à la Chine a eu lieu le 1^{er} avril 1930 après la signature de l'accord à Nankin. En 1931, le Ministère des Affaires Etrangères a procédé aux négociations en vue de faire rendre la cour mixte de la concession française à la Chine. Au mois de mai de cette année ; le représentant de la Chine et les représentants français ont commencé à faire une enquête. Le 16 juin, ils ont négocié officiellement. Ils sont presque arrivés à un accord le 19 juin. Les négociations sont terminées, la signature de l'accord a lieu le 28 juillet 1931. L'accord est valable du 31 juillet 1931 au 31 mars 1933, mais on peut prolonger la durée valable si les deux parties sont d'accord. Les articles (1) les plus importants sont les suivants :

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934, p. 265 et s.

Article 1. — Dès la mise en vigueur de l'accord, la cour mixte de la concession française, son institut et ses règles sont supprimés, c'est-à-dire annulation du régime de Justice Consulaire.

Article 2. — Le gouvernement Chinois organise un tribunal de première instance et une cour de Justice en conformité aux règles et à la loi administrative et judiciaire de la Chine.

Dans la concession française, chaque cour doit avoir des fonctionnaires techniques qui ne fonctionnent que dans le ressort de la concession. La cour de cassation de la Chine reçoit le recours contre la décision et le jugement de la Cour de Justice.

Article 3. — Les lois et règles actuelles et celles qui seront faites légitimement seront appliquées par le tribunal ou la cour et l'institut administratif de la concession.

Article 6. — Les personnes qui sont arrêtées dans la concession doivent être transférées à la cour à laquelle elles appartiennent dans les 24 heures, sauf le dimanche, sinon elles doivent être remises en liberté.

Article 7. — Un prisonnier quelconque ne peut pas être transféré à un organe en dehors de la concession avant d'avoir été préalablement interrogé dans les cours de la concession. Il est assisté d'un avocat. Mais le prisonnier peut être aussi transféré à la Cour moderne de la Chine qui est en dehors de la concession, si cette dernière demande le transfert et si le prisonnier est sûrement la personne que l'on demande.

Article 8. — Quand les cours chinoises de la conces-

sion demandent aux administrateurs concessionnaires de les aider à exécuter leur décision ou leur jugement, ces derniers ne doivent pas refuser dans la limite de leurs pouvoirs.

Article 12. — Les avocats français ou autres étrangers peuvent assister à ces deux cours, mais il faut qu'ils obtiennent un certificat de l'avocat, délivré par les ministères administratifs et judiciaires de la Chine. En outre, ils doivent se conformer aux règles de l'Institut et à la loi, ainsi qu'à la discipline de la Chine concernant la fonction d'avocat.

Article 14. — Cet accord et ses annexes sont valables à partir du 31 juillet 1931 jusqu'au 31 mars 1933, si les gouvernements Français et Chinois sont mutuellement d'accord pour leur maintien, ils peuvent être prolongés de trois ans. Cet accord est prolongé de trois ans, en vertu de la notification française, suivant l'article 14 de l'accord de Shanghai mentionné ci-dessus. La Chine a accepté le projet français de prolongement de trois ans de l'accord, c'est-à-dire qu'il est de nouveau valable à partir du 1^{er} avril 1933, jusqu'au 31 mars 1936.

CHAPITRE IV

RESTITUTION DES CONCESSIONS RESTITUTION DE LA CONCESSION ANGLAISE DE TCHEN-KIANG ET DE CELLE DE LA BELGIQUE DE TIEN-TSIN

A. — RESTITUTION DE LA CONCESSION ANGLAISE DE TIEN-TSIN (1)

Pendant la grande guerre, la Chine avait pris la concession allemande de Han-Kaou et de Tien-Tsin. Le 14 août 1917, la Chine édictait de nouveaux règlements communs à la concession allemande et à la concession autrichienne du Tien-Tsin. Le gouvernement Soviétique permit à la Chine de reprendre le contrôle des concessions russes. Il en possédait à Tien-Tsin, à Han-Kaou et dans le Sin-Kiang à Kuldja, Kasghar, Ourouschi, Tchougout-Chak.

En mars 1927, quand les troupes révolutionnaires (armée du gouvernement national) avaient occupé Tchen-

(1) Histoire diplomatique du gouvernement national, 1930, Hong Chun-Pet., p. 120 et s.

Kiang, le consulat anglais permit que la police chinoise maintienne l'ordre dans la concession : la police anglaise fut retirée. Le 18 juin, la police de la cinquième section fut remplacée comme police spéciale par le bureau de la sûreté publique chinoise. Le bureau de la police concessionnaire était aboli.

Un avertissement fut envoyé par l'ambassade anglaise au ministère des Affaires étrangères de la Chine, disant que le gouvernement anglais rendait la concession de Tchen-Kiang. A partir du 15 novembre 1927, les organisations municipales anglaises et leurs règlements furent abolis. La Chine acceptait la demande anglaise que les Anglais de cette ville aient le droit de transporter des marchandises passant par la rivière ; le même jour, la restitution officielle de la concession était terminée.

B. — RESTITUTION DE LA CONCESSION BELGE (1)

Le 27 octobre 1926, le traité commercial sino-belge était venu à expiration à cette date, il devait être abrogé, des nouveaux traités égaux devaient être conclus.

En 1927, les nouveaux traités furent conclus entre la Chine et la Belgique. Cette dernière manifesta avec sympathie le désir de rendre sa concession de Tien-Tsin à la Chine. Le 17 juin 1929, les premières négociations sont commencées à Tien-Tsin. On négocia jusqu'à huit fois et on obtint le résultat suivant :

(1) Histoire diplomatique du gouvernement national, 1930, Han C.-P., p. 125 et s.

1° Les domaines publics tels que les quais, les stations, les routes, les machines, les biens, meubles et immeubles et les dépôts de la banque déposés par le bureau policier belge, etc., étaient tous rendus à la Chine sans aucune condition.

2° Les domaines privés sont maintenus. Mais les baux doivent être présentés aux bureaux chinois auxquels ils appartiennent pour être changés. Tous les domaines internationaux sont imposés et protégés par les lois et les règlements chinois.

3° La concession belge avait emprunté à la banque 90.000 onces d'argent pour subvenir aux besoins des travaux publics de la concession. La Chine les a ensuite rendus. Le 31 août 1929, les délégués sino-belges ont signé ces nouveaux traités.

CHAPITRE V

RÉTROCESSION DES TERRITOIRES A BAIL

En 1898, à la suite du massacre de deux missionnaires allemands, du Chan-Tong, l'Empire Allemand demanda au gouvernement chinois, la cession à bail de la baie de Kiao-Tcheou, pour une période de 99 ans. Lorsque l'Allemagne eut obtenu de si grands avantages, les autres puissances invoquèrent le principe de l'équilibre politique. La Russie demanda à la Chine la cession à bail de Port-Arthur et de Draren-Wan pour une période de 25 ans ; la France reçut Kwang-Chow-Wan avec un bail de 99 ans, la Grande-Bretagne reçut la cession des environs de Kou-Long et la cession du port de Wei-Hai-Wei. Le 5 septembre 1905, la Russie avait transféré au Japon, à la suite de la guerre russo-japonaise, son droit à bail sur les deux ports, les eaux et les territoires adjacents.

En conséquence de ce faux principe de l'équilibre, l'intégrité territoriale et administrative de la Chine fut gravement atteinte. Le 3 décembre 1921, la Chine demanda la réunion de la conférence de Washington et à la suite de cette conférence, Kiao-Tcheou fut restitué

à la Chine par des négociations directes entre cette dernière et le Japon qui l'avait pris de l'Allemagne.

Le 18 avril 1930, le gouvernement national de Nankin signa un nouvel accord avec la Grande-Bretagne pour la restitution du territoire à bail de Wei-Hai-Wei (1). La rétrocession prit effet le 1^{er} octobre 1930. L'accord annulait la cession et la convention de 1898, mais il réservait quelques droits à l'Angleterre.

(1) Annuaire chronologique de Sin-Pau, 1933, p. 39.

CHAPITRE VI

AUTONOMIE DOUANIÈRE DE LA CHINE ⁽¹⁾

La douane chinoise était mise en contrainte par les traités inégaux depuis 1842. Un tarif de 5 % (1) sur toutes les importations et les exportations avait été fixé par la collaboration des étrangers et de la Chine. Les marchandises étrangères étaient introduites en abondance, mais celles de la Chine ne pouvaient pas progresser (2).

Après la clôture de la conférence de Washington, le gouvernement de Pékin demanda aux neuf puissances d'exécuter la clause du traité de Washington de réunir la conférence spéciale des douanes pour permettre à la Chine d'augmenter ses droits de douane. La conférence prévue se réunit à Pékin, du 26 octobre au 19 novembre 1925. On y a déclaré que les puissances autres que la Chine reconnaissaient le droit pour la Chine de jouir de son autonomie en matière de tarifs, acceptaient d'écarter les restrictions qui, à cet égard, figuraient dans

(1) Traités internationaux, 1925, Shanghaï, volume IV, p. 1 ; volume II, p. 15 et s. La conférence de neuf puissances à Washington, 1922.

(2) La Chine sous la conquête économique, Shanghaï, Tsi Chou-Fen, p. 198 et s.

les traités existant entre elles et la Chine, et consentaient à la mise en vigueur d'une loi sur le tarif national chinois à la date du 1^{er} janvier 1929, puis à cause des troubles intérieurs en Chine, la conférence fut ajournée.

Quand le gouvernement fut unifié en Chine, les travaux préparatoires pour le rétablissement de l'autonomie douanière furent menés activement. Un comité pour le rétablissement de l'autonomie douanière fut constitué en vue de réaliser un plan d'autonomie douanière. Le gouvernement national avait proclamé l'autonomie douanière, et décidé que les tarifs nationaux entreraient en vigueur le 1^{er} janvier 1929 et cela sans négociations préalables avec les Etats intéressés.

Le 25 juillet 1928, le gouvernement national signait avec les Etats-Unis le premier traité (1) pour reconnaître officiellement l'autonomie douanière chinoise, ensuite, il signait d'autres traités (2) relatifs à l'autonomie douanière chinoise avec les puissances suivantes :

En 1928, avec la Norvège, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Grande-Bretagne, la Suède, la France et l'Espagne ; en 1930, avec le Japon.

Après plusieurs années d'efforts continus, la Chine conquit son autonomie douanière.

(1) *Annuaire chronologique de S.-P. G.* 47 et 48.

(2) *Annuaire chronologique de S.-P.*, p. 48 et s.

CHAPITRE VII

LE CONFLIT SINO-JAPONAIS

A. — OCCUPATION DE LA MANDCHOURIE PAR LE JAPON (1)

En 1931, il y eut de terribles inondations en Chine. Le Japon, qui est très rusé, prenant avantage de l'inondation chinoise, commença à envahir la Mandchourie le 18 septembre 1931. Ce fut d'abord l'occupation de Moukden et de Kilin, puis de Tsit-Sikar et Hai-Lung-Kiang ; le 19 novembre, après la bataille de la rivière Nonni, puis le 2 janvier 1932, celle de Tchín-Tchéou ; le 30 janvier 1932, ce fut le tour de la ville de Kharbine. Le général Tchang-Ksue-Liang ne se défendait pas, en quatre mois et demi à peine, la Mandchourie tout entière tomba entre les mains du Japon.

En mars 1932, un nouvel Etat « indépendant » mandchou fut proclamé par le Japon et soumis à l'autorité japonaise. L'ex-empereur de la dynastie déchue, Pu-Yi, devint chef de la Mandchourie. Fin janvier 1932, le Ja-

(1) Annuaire chronologique de S.-P., P. A 1 et 5.

pon attaqua de nouveau Shanghai, envoya une forte armée en Chine, et changea plusieurs fois ses généraux.

Dans la région de Shanghai, il y avait quelques divisions de l'armée chinoise pour la défendre et à la fin, le Japon ne gagna pas grand'chose ; il retira ses troupes de Shanghai, le 6 mai 1932. Mais le 4 mars 1933, le Japon occupa Jehol.

B. — LE CONFLIT DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

A ce moment, le gouvernement national de la Chine s'appuyant sur le Pacte de la S.D.N., le Pacte Briand-Kellog et le traité des neuf puissances, demanda à la Société des Nations de faire retirer les troupes japonaises se trouvant sur le territoire de la Chine et de faire respecter les droits fondamentaux et de maintenir la paix du monde.

Le 21 septembre, le premier délégué de la Chine, M. Sze envoyait à la S.D.N. un premier texte et soutenait que l'incident Mandchou avait été soigneusement préparé par le Japon, les Chinois non seulement n'ont pas été les auteurs de la prétendue destruction d'un tronçon du chemin de fer, mais s'en sont tenus strictement à la non résistance.

Le Japon s'est montré nettement agresseur, le conseil doit être convoqué immédiatement pour prendre des mesures efficaces, quant au délégué japonais, il accusait la Chine d'avoir provoqué les incidents.

Ce problème fut disputé à plusieurs reprises à la Société des Nations. On convoqua :

La première session extraordinaire (1) du Conseil à Genève, le 13 octobre 1931 ;

La deuxième session extraordinaire (2) du Conseil à Paris, en décembre ;

La session du conseil (3) de février 1932, et la première assemblée extraordinaire, le 3 mars 1932 ;

Puis la troisième session (4) du conseil et la deuxième session de l'assemblée extraordinaire. Ces deux sessions crurent bon de procéder à l'examen du rapport de la commission d'enquête sur les origines du conflit Sino-Japonais.

C. — LE RAPPORT LYTTON ET LE RETRAIT DU JAPON DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Le 6 décembre 1932, l'assemblée extraordinaire a examiné le rapport Lytton qui contient 10 chapitres. Celui-ci rappelle les événements survenus en Chine depuis la révolution de 1911 et expose la situation troublée qui existait dans ce pays. Il étudie le caractère particulier de la Mandchourie formée de provinces chinoises avec une population de 30 millions d'habitants, objet de dispute entre la Russie et le Japon, devenue finalement le fief du maréchal Tchang-Tso-Lin, puis de son fils Tchang Ksue Liang dont l'administration défectueuse a créé la tension avec les Japonais, et a motivé en quelque sorte, leurs opérations militaires et leur occupa-

(1), (2), (3), (4) Voir la thèse de M. F.-C. Mark. — Conflit Sino-Japonais en Mandchourie et le droit international, p. 71 et s.

tion. Il expose ensuite les événements récents, à partir du 18 septembre 1932. L'enquête menée par la commission relativement à l'explosion dans la nuit du 18 septembre, a fait ressortir que la voie ferrée avait sauté sur 75 centimètres de longueur environ. Mais un train qui arriva bientôt à toute vitesse, pouvait franchir sans accident l'endroit où l'explosion s'était produite.

La commission conclut que cet incident ne suffisait pas à justifier l'action militaire du Japon, minutieusement préparée et exécutée méthodiquement. Le rapport reconnut les intérêts particuliers du Japon en Mandchourie. Il précisait les droits spéciaux que celui-ci détient, en vertu des traités quant à l'exploitation de diverses lignes de chemin de fer.

Etudiant ensuite la situation du nouvel « Etat Mandchou », nous arrivons aux chapitres 9 et 10 qui formulent les solutions proposées par la commission d'enquête. En un mot, dans ce rapport, il y a quelques points très importants :

1° La Mandchourie est vraiment territoire chinois ;

2° L'opération nippone n'avait pas un caractère de protection, mais d'agression ;

3° L'établissement du Mandchoukuo est fait par le Japon et soumis à son autorité et n'est pas établi par le peuple Mandchou. Pour respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance de la politique présente de la Chine, tous les Etats ne doivent jamais reconnaître le Mandchoukuo.

Le 21 février 1933, l'Assemblée extraordinaire est réunie pour examiner le rapport du conflit sino-japonais

préparé pour le comité des dix-neuf, en vertu du rapport Lytton.

Quand le président Hyman rapporta que l'assemblée était réunie pour négocier le rapport du comité des dix-neuf, il ajourna la réunion au 24 février pour que tous les Etats puissent bien examiner la question à l'Assemblée du 24 février.

A 10 h. 30, le 24 février, le président M. Hyman ouvrit la séance publique par une déclaration qu'il fit au nom du comité des dix-neuf. Sans doute ce fut une séance des plus importantes et la plus impressionnante que l'organisme genevois pouvait avoir jusqu'ici.

Le Président lut à nouveau le rapport, les délégués chinois l'acceptèrent sans conditions, et ceux des Japonais le refusèrent.

En effet, le Siam a abandonné son vote et le Japon a voté : Non. Mais tous les quarante-deux autres Etats ont voté affirmativement. A ce moment-là, les délégués japonais ont déclaré que le Japon se retirait de la Société des Nations.

Depuis le 18 septembre 1931, date du commencement de l'attaque japonaise, le gouvernement chinois a toujours maintenu sa confiance à la S.D.N., respecté le Pacte de la S.D.N. et le Pacte Briand-Kellog pour maintenir la paix dans le monde et souhaiter que la conférence du désarmement soit un succès.

Mais nous regrettons qu'après le vote de l'assemblée du 24 février 1933, les troupes japonaises ne se soient pas retirées du territoire chinois. Elles avancèrent encore vers l'intérieur de la Chine. La S.D.N. n'a pas pris de mesures efficaces, telles qu'elles étaient édictées par

l'article 16 du pacte (1) : sanctions diplomatiques, économiques et mêmes militaires.

Le Pacte de la S.D.N. et celui de Briand-Kellog, etc... sont violés par le militarisme japonais. C'est le règne de la force de 1914 qui recommence, la paix du monde sera déchirée.

D. — PROCLAMATION DE LA S.D.N.
DE NE PAS RECONNAITRE LE « MANDCHOUKUO »

1^o *Création de la commission consultative
et son organisation*

L'article 3 du chapitre II, partie 4 du rapport qui est voté par l'assemblée extraordinaire de la S.D.N. a décidé que si les deux parties : le Japon et la Chine acceptent ce rapport, l'assemblée doit organiser une commission consultative pour les aider à négocier. Mais de fait, le Japon n'ayant pas accepté le rapport, la commission n'a pas été organisée. Néanmoins, la commission consultative a deux fonctions élémentaires : l'une aidant les deux parties à négocier ; l'autre contrôlant l'éventualité d'un conflit.

Si en ce qui concerne l'action d'aider aux négociations, il semble que la création de la commission ne soit pas nécessaire, un organe en vue de contrôler l'éventualité d'un conflit est nécessaire.

(1) Recueil de texte de droit international public, Louis le Fur, 1928, p. 266.

Le 24 février, l'assemblée a continué la réunion, son président a exposé un projet en vue d'organiser une commission consultative pour contrôler l'éventualité de conflit et exécuter la fonction mentionnée dans le troisième paragraphe de l'article 3 du pacte de la S.D.N. Un projet est voté par l'assemblée dans les termes suivants :

« Comme le troisième paragraphe de l'article 3 du Pacte de la S.D.N., l'assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère de l'activité de la Société ou qui affecte la paix du monde. » L'assemblée doit avoir prêté attention au conflit sino-japonais à l'égard de l'article 3 de la partie 4 du rapport voté par l'assemblée eu égard au quatrième paragraphe de l'article 15 du Pacte de la S.D.N., les membres de la S.D.N. veulent éviter une action isolée dans le conflit de la Mandchourie ; ils veulent encore procéder avec les non-membres qui sont intéressés à cette affaire ; les Membres de la S.D.N. veulent énergiquement améliorer l'atmosphère orientale eu égard au projet de ce rapport. Ils ordonnent au secrétaire général de la S.D.N. d'adresser ce rapport aux Etats non-membres qui ont signé le traité des neuf puissances ou qui sont membres du Pacte Briand-Kellog. Ils leur demandent d'approuver l'opinion du rapport et de prendre même action et accord avec les membres de la S.D.N.

L'assemblée décide d'organiser une commission consultative pour observer l'éventualité, d'aider l'assemblée à exécuter la fonction édictée dans le troisième paragraphe de l'article 3 du Pacte de la S.D.N. et pour agir avec les membres de la S.D.N. et les non-membres. Cette

commission doit être organisée par les membres de la commission des dix-neuf Etats et les représentants du Canada et de la Hollande. (Les membres des dix-neuf Etats sont : la Belgique, l'Angleterre, la Colombie, la Tchécoslovaquie, la France, l'Allemagne, le Guatemala, la Hongrie, la Nouvelle-Zélande, l'Italie, le Mexique, la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et le Panama.)

Cette commission doit inviter la collaboration des gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, en cas de nécessité, elle présente et adresse le rapport et le projet aux gouvernements de la collaboration, non membres de la S.D.N.

L'assemblée n'est pas terminée, son président peut convoquer la réunion en cas de besoin, après avoir négocié d'accord avec les membres de la commission.

Après l'établissement de la commission consultative, le lendemain, le 25 février 1935, elle convoque la première réunion dans laquelle on décide les correspondances d'invitation des Etats-Unis, et de l'Union Soviétique et les envoie le même jour. Quant au problème de l'interdiction de transporter des armes en Extrême-Orient, elle est aussi négociée. Après la clôture de la commission consultative, elle déclare :

« La commission établie hier, par la réunion de l'assemblée pour observer l'éventualité du conflit sino-japonais et pour aider l'assemblée à exécuter la fonction mentionnée dans le paragraphe 3 du pacte de la S.D.N. se réunit ce matin. Elle décide d'inviter les Etats-Unis et l'Union Soviétique à y assister pour participer au travail concernant la décision de l'Assemblée. La com-

mission convient que le gouvernement anglais entretienne le problème de l'interdiction de transporter des armes en Extrême-Orient avec les Etats intéressés, ceux-ci sont priés d'envoyer leur conclusion relative à ce problème à la commission, parce qu'il est très important pour le travail de la commission. »

Puis la réunion de la commission est suspendue pour attendre la réponse jusqu'au 7 mars. L'Union Soviétique répond qu'elle ne peut pas y assister. La réponse (1) est dans les termes suivants :

« Le gouvernement soviétique a étudié à fond le projet et ses annexes qui sont inclus dans les lettres du 24 et du 25, du secrétariat de la S.D.N. En résultat, il a compris que la décision de la S.D.N. et le rapport de la commission de dix-neuf Etats sont sur la base du Pacte de la S.D.N., le Pacte des neuf puissances et le Pacte de Briand-Kellog. L'Union Soviétique avait signé le Pacte de Briand-Kellog, mais elle n'avait pas signé les deux autres. Au début de la création de l'Union Soviétique, elle a déclaré que toutes les nations ont le droit de disposer d'elles-mêmes si elles le manifestent librement. Il ne doit pas y avoir de pression étrangère quelconque sur elles, en outre l'Union Soviétique refuse l'efficacité de l'occupation militaire du territoire et des réparations demandées par la force, c'est le principe de la politique soviétique. D'après ce principe, il faut respecter l'intégralité du territoire et l'indépendance de la politique économique et administrative de toutes les

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, p. 242 et s.

nations, on ne peut pas résoudre le conflit international par la force. Le gouvernement soviétique a le devoir d'obéir aux pactes qui portent ces principes que nous avons indiqués ci-dessus.

Le gouvernement soviétique a proposé de désarmer complètement, pourvu que l'Etat qui ne respecte pas ces principes de paix ne puisse pas les annuler. Les principes que la S.D.N. avait proposés pour résoudre le conflit sino-japonais sont très rapprochés des principes de la politique pacifique. Le but de la commission consultative est de faire produire la même action de la part des membres et des non membres de la S.D.N. Mais les membres de la commission des vingt-deux Etats, dont treize Etats n'ont pas officiellement de relation avec l'Union Soviétique, n'ont plus de psychologie amicale à l'égard des Soviets.

Lorsque l'Union Soviétique ne peut pas négocier avec eux, ni négocier avec les Etats qui ont un intérêt commun avec les Soviets, la commission peut-elle prendre la même action ? On ne croit pas non plus que ces Etats puissent vraiment respecter l'intérêt soviétique portant sur le projet. Pour cela, le gouvernement soviétique ne peut pas accepter la décision de la S.D.N. relative à la demande d'entrée de celui-là dans la commission.

Au début du conflit sino-japonais, le gouvernement soviétique veut bien que la collision militaire ne progresse pas ; il adopte sérieusement la neutralité. Le gouvernement maintient fidèlement sa politique de paix et adopte continuellement la même action avec un groupe quelconque ou avec un gouvernement séparé qui veut résoudre rapidement et justement la collision pour ga-

rantir le projet et l'action de la paix en Extrême-Orient. »

Le 11 mars 1933, la commission a reçu la réponse américaine (1) suivante :

« Le gouvernement américain a déjà préparé la collaboration avec la commission consultative d'une façon exacte et possible. Le gouvernement américain à l'égard du projet et de l'action de la commission consultative, réserve l'indépendance de son jugement en cas de nécessité ; il ne peut pas envoyer de représentant comme membre de la commission. Mais le gouvernement américain assiste au travail de la commission, ce qui est très utile.

Il ordonne à son ambassadeur en Suisse, de se préparer à y assister, mais il n'a pas le droit de vote.

Si cette assistance est nécessaire, il suivra cette affaire comme il a été dit. »

Le 15 mars, la commission est convoquée à nouveau. Elle décide d'organiser deux sous-sections : la fonction de la première est d'étudier le problème de l'interdiction de transporter des armes en Extrême-Orient. Cette sous-section est composée des membres de onze Etats. Savoir : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Tchécoslovaquie, la Suède, la Hollande, la Suisse, la Norvège et l'Espagne.

La fonction de la deuxième est d'étudier les problèmes qui se présenteront, de ne pas reconnaître le Mandchoukuo (comme le soi-disant Mandchoukuo qui demande la permission de l'entrée dans la Société Pos-

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie, p. 247.

tale Universelle, les problèmes de passeport et le caractère des consuls étrangers à la Mandchourie). Cette sous-section est composée des membres de l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, la Suisse, la Norvège, l'Espagne, l'Irlande, la Turquie, le Portugal et le Mexique. Quant aux Etats-Unis, ils assistent à ces deux sous-sections avec un caractère non officiel.

*2° Le vote et le projet de proclamation
de ne pas reconnaître le Mandchoukuo*

Au milieu d'avril, il a été demandé au Secrétariat de la S.D.N. par la commission consultative de proposer le rapport primitif, de ne pas reconnaître le Mandchoukuo.

Le 25 avril, le Secrétaire général a adressé ce rapport à chaque membre de la commission. Lorsque la deuxième sous-section de la commission a reçu ce rapport, elle s'est réunie plusieurs fois et a achevé un projet de rapport de la sous-section elle-même, ce projet est voté officiellement le 7 juin par la commission.

Le 12 juin, le secrétariat a fait connaître à chaque membre de la S.D.N. et aux non membres que la S.D.N. leur avait déjà envoyé le rapport de l'assemblée concernant le conflit sino-japonais.

La partie la plus importante de la notification était dans les termes suivants :

« En ce qui concerne la décision de l'Assemblée du 24 février 1933, l'assemblée a choisi une commission consultative pour observer les événements en Extrême-

Orient et pour aider l'assemblée à remplir la fonction du troisième paragraphe de l'article 3 du Pacte de la S.D.N., elle maintient la même attitude et la même action avec les membres ou les non membres de la S.D.N.

La commission a compris l'article 3 de la troisième partie du rapport voté le 24 février 1933 par l'assemblée :

« Les membres de la S.D.N. veulent éviter la lenteur du projet exécutif du rapport de l'assemblée, particulièrement concernant l'organisation actuelle du Mandchoukuo.

N'importe, en droit ou en fait, chaque Etat ne reconnaîtra pas cette organisation, chaque Etat évite d'agir isolément concernant la Mandchourie, il faut qu'il y ait une action d'ensemble entre les membres et les non membres de la S.D.N. »

« La commission sait quelle influence pourrait être produite sur chaque gouvernement des Etats décidés à ne pas reconnaître le Mandchoukuo, pour cela il faut que la question soit étudiée. La commission prie les Etats membres de faire attention aux moyens suivants, chaque Etat doit agir librement.

La commission avec son caractère consultatif étudie la sphère d'activité de sa fonction, les problèmes présentés par les Etats membres, lorsqu'il sera demandé à ces derniers d'expliquer leur opinion. »

1° Problème de la Poste.

Concernant les affaires postales, le 24 juillet 1932, le gouvernement chinois a proclamé qu'il a demandé à la

Société Postale Universelle d'adresser aux Etats membres les requêtes suivantes :

a) Toutes les postes de la Mandchourie sont suspendues provisoirement.

b) Tous les colis postaux et les lettres qui sont envoyés en Europe et en Amérique transportés via le Canal de Suez et l'Océan Pacifique, d'une part ; de l'autre, le gouvernement chinois demande que les postes de toutes les nations transportent leurs colis postaux et leurs lettres via le même chemin que la Chine.

c) Les timbres édités par le gouvernement du Mandchoukuo fantoche ne sont pas valables. Tous les colis postaux qui ont ces timbres-là sont taxés comme si l'affranchissement n'avait pas été payé.

En outre, la commission prie les membres de faire attention à ce qui se rapporte à la Mandchourie, qui demande d'entrer dans le Pacte postal universel. Le Mandchoukuo n'est pas membre de la Société Postale Universelle et le gouvernement chinois a présenté le projet ci-dessus.

2° La commission étudie le problème de la circulation monétaire. Elle sait que la monnaie d'un Etat est produite par la loi nationale. La commission ne propose pas aux gouvernements d'interdire l'échange de monnaie du Mandchoukuo par le procédé législatif, mais les états qui ont des échanges commerciaux de monnaie avec le Mandchoukuo doivent prendre les moyens utiles pour ne pas faire paraître de marché officiel de la monnaie du Mandchoukuo.

3° La commission sait que chaque membre de la

S.D.N. peut se préparer à installer un consulat en Mandchourie en cas de nécessité, à condition de ne pas s'opposer aux principes du rapport de l'assemblée. L'Etat qui envoie un consul en Mandchourie n'a jamais l'intention de reconnaître le Mandchoukuo, parce que le consul ou représentant a pour but de rendre compte à son gouvernement et de protéger ses ressortissants.

En outre, chaque gouvernement doit attirer l'attention de son consul pour éviter aucune action expresse ou tacite qui puisse impliquer la reconnaissance officielle du Mandchoukuo, etc., etc.

3° Réponse des puissances

Le 14 juin, quand le Secrétaire général a adressé à chaque état la notification dans le but de ne pas reconnaître le Mandchoukuo, votée par la commission consultative, en même temps, il a demandé aussi à chaque état son opinion concernant ces buts mentionnés ci-dessus, en outre, il a déclaré que si tous les états ne discutent pas la chose, que ces états adoptent les buts du projet.

La réponse des Etats-Unis fut dans les termes suivants :

« Les Etats-Unis gardent toujours le droit de ne pas reconnaître le Mandchoukuo. En ce qui concerne la conclusion de la commission consultative, les Etats-Unis en conviennent sous réserve de points peu importants.

Ils suivent les règles du projet de la commission consultative, sous quelque réserve. »

La Colombie, le Guatémala, le Mexique et Panama sont d'accord avec la notification.

Le gouvernement Egyptien est d'accord et prend la même attitude et suit la même action que tous les membres.

Quant aux autres états, les uns acceptent parfaitement le projet, les autres se réservent le droit de la réflexion.

E. — INTERDICTION D'EXPORTER DES ARMES ANGLAISES
DEVANT SERVIR AU CONFLIT SINO-JAPONAIS
ET PROTESTATION DE LA CHINE

Le 27 février 1933, l'Angleterre avait décidé qu'elle ne délivrerait pas d'autorisation d'exportation d'armes anglaises en Chine et au Japon. Quand le ministère des Affaires étrangères chinoises a su cette nouvelle, le 28 il a ordonné au Ministre de Chine en Angleterre de protester auprès du gouvernement anglais.

Le gouvernement anglais a répondu :

« La nouvelle interdiction d'exporter des armes anglaises en Chine et au Japon a un caractère provisoire.

Bien que la S.D.N. ait décidé et voté qui est responsable du conflit sino-japonais, il est difficile au gouvernement anglais d'interdire seulement d'exporter des armes au Japon. Quand les autres états décideront d'une interdiction d'exporter des armes au Japon, le gouvernement anglais prendra la même mesure qu'eux. Nous croyons que si la S.D.N. se charge de cette affaire d'interdiction d'exporter des armes, elle pourra atteindre

le but d'interdire seulement l'exportation des armes au Japon. »

En même temps, le représentant chinois de la S.D.N., Dr. Yen, a annoncé aux journalistes genevois ce qui suit :

« Le gouvernement anglais interdit l'exportation des armes au Japon ainsi qu'à la Chine, c'est injuste et opposé à la décision de la S.D.N.

Tout le monde sait que la responsabilité du conflit sino-japonais est au Japon, qui est l'agresseur. La Chine n'est qu'une victime. L'action anglaise aide le Japon, en effet, parce que celui-ci avait déjà conservé beaucoup d'armes et d'immenses quantités de munitions, en outre, il peut en fabriquer par lui-même. Quant à la Chine, elle n'avait pas conservé beaucoup d'armes et elle est obligée d'en acheter aux autres pays. »

Quand le Japon commença à occuper la Mandchourie, tous les états prétextèrent qu'ils n'avaient pas bien connu le fond du conflit, et ne voulaient pas prendre de mesures efficaces. D'après le rapport Lytton et le rapport voté par l'assemblée de la S.D.N., le Japon a violé le Pacte de la S.D.N., le Pacte Briand-Kellog et le traité de Washington, etc. Après qu'il eut occupé la Mandchourie, puis avancé dans le Jehol, et enfin menacé à l'intérieur de la grande Muraille, à ce moment-là tous les états devaient immédiatement prendre des mesures efficaces en vertu de l'article 16 et rompre avec le Japon toutes relations commerciales ou financières. En cas de nécessité, le Conseil de la S.D.N. a le devoir de recommander aux divers gouvernements intéressés les

effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la S.D.N. contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la S.D.N. Il faut au moins interdire de fournir des armes au Japon, mais le gouvernement anglais décida d'interdire l'exportation des armes à la Chine et au Japon et il n'a pas distingué quel était l'ennemi de la S.D.N. et de la paix et qui était la victime de l'agresseur.

Cet exemple anglais était très dangereux pour garantir le Pacte de la S.D.N. et tous les autres traités de paix, l'ordre et la paix du monde seraient bientôt encore troublés par de tels agresseurs.

Depuis, la décision anglaise d'interdiction d'exporter des armes à la Chine et au Japon, est critiquée par tous. Aucun état international n'adopte la même attitude à l'égard de l'Angleterre. Le 13 mars, elle supprime l'ordre d'interdiction des armes à la Chine elle-même.

CHAPITRE VIII

COLLABORATION SCIENTIFIQUE DE LA CHINE AVEC LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET EMPRUNT DE 50.000.000 DE DOLLARS AUX ÉTATS-UNIS

A. — COLLABORATION SCIENTIFIQUE DE LA CHINE AVEC LA S.D.N.

En 1929, le gouvernement national de la Chine a demandé à la S.D.N. de collaborer intellectuellement avec elle, cela eut un grand succès (1). En juin 1931, le Ministre des Finances de la Chine, M. Song, demanda à la S.D.N. de continuer sa collaboration avec elle et lui demanda d'envoyer des techniciens en Chine pour s'entretenir de tout ce qu'il fallait.

Le 4 juillet 1931, le Conseil de la S.D.N. examina la lettre de M. Song, délégué chinois; M. Wellington Kou, assistant au Conseil, l'expliqua. Sur la lettre, on donne seulement le résumé. Quant aux détails, il faut que le Conseil ou le Comité de la S.D.N. s'entretiennent avec la Chine.

(1) *Annuaire chronologique de S.-P.*

Le Conseil a bien voulu donner sa réponse sympathique. Ses techniciens ont courageusement et bien travaillé pour la Chine, qui veut que la S.D.N. collabore continuellement avec elle.

En effet, on forme un comité composé de délégués anglais, français, italiens, allemands, mexicains, norvégiens et espagnols. En cas de besoin, on peut demander aux nations non membres d'entrer dans le Comité.

Le 18 juillet 1931, le Comité se réunit à Paris et décida que les Etats-Unis seraient priés d'y assister. En effet, ils l'acceptèrent, M. F. Mariner est nommé délégué américain. La conclusion la plus importante du Comité était dans les termes suivants :

1° La collaboration est purement d'un caractère scientifique et n'est pas politique ;

2° Les techniciens se chargent de l'entreprise de la commission économique nationale de la Chine avec toutes les organisations techniques de la S.D.N. ;

3° La durée de leurs fonctions est d'un an, ils sont payés par le gouvernement chinois ;

4° Quant à leurs devoirs, ils font des rapports sur les travaux des organisations techniques de la S.D.N. et sur les méthodes qu'ils ont suivies pour entreprendre la reconstruction de la Chine ;

5° Quand ils envoient le rapport des travaux, celui-ci doit être envoyé en même temps à la commission économique nationale de la Chine ;

6° Le comité envoie le chef de la section d'hygiène du secrétariat de la S.D.N., Docteur Rajchman, comme

son délégué en Chine chargé de différentes fonctions, etc., etc.

Le 23 septembre 1933, la décision du comité est acceptée par le Conseil de la S.D.N.

Quand le Docteur Rajchman fut nommé délégué du comité en Chine, le Japon ne fut pas content et en fut jaloux. Lorsque le gouvernement chinois avait proposé ses méthodes pour sa collaboration en 1931, le Japon manifestait déjà son mécontentement. Cette fois, en 1933, la S.D.N. envoya le Dr. Rajchman, comme délégué en Chine, chargé de développer l'hygiène, l'éducation et les finances de la Chine.

Le Japon pensa que si la Chine devenait plus forte et bientôt bien organisée à l'intérieur, il ne pourrait pas exécuter son plan militariste sur les territoires chinois, en outre, sur toutes les colonies étrangères en Asie. Mais il a eu tort, c'était seulement son rêve, comme ce fut celui de l'Allemagne avant la grande guerre.

Il envoya officiellement une note à la S.D.N. et lui demanda que le Dr. Rajchman n'aille pas en Chine. La réponse de la S.D.N. fut dans les termes suivants :

« La collaboration scientifique avec la Chine, depuis quelques années est strictement limitée à l'économie non politique ; le Japon n'a donc pas raison de s'y opposer et n'a pas le droit d'intervenir dans ce problème. »

En septembre 1933, le Docteur Rajchman partit d'Europe et arriva en octobre de la même année. Il collabora avec la commission économique nationale de toute la Chine pour y aider à développer la construction, l'industrie, etc...

B. — L'EMPRUNT DE 50.000.000 DOLLARS
AUX ETATS-UNIS PAR LA CHINE

Espérant que le plan de développement international de la construction chinoise serait achevé aussitôt que possible, le gouvernement de la Chine voulut bien emprunter des capitaux étrangers afin que les droits et la souveraineté de la Chine ne soient pas contraints par les traités ou règlements, il faudra se baser sur des traités d'égalité (1).

Le gouvernement chinois demanda d'abord la collaboration de la S.D.N., dont nous avons parlé ci-dessus.

En 1931, la Chine emprunta des capitaux américains (2) sous la forme de céréales et de coton. En mai 1933, le Ministre des Finances chinois, M. Song, avant d'assister à la Conférence économique internationale de Lausanne, arriva à Washington pour la délibération préalable avec le Président Roosevelt, qui l'avait demandé. A ce moment, M. Song demanda encore un emprunt de 50.000.000 de dollars à la Chine sous la forme de céréales et de coton. A la suite de leurs délibérations, cet emprunt fut accordé par les Etats-Unis. Les 4/5 des 50.000.000 de dollars furent payés en coton, 1/5 des 50.000.000 en céréales. L'intérêt fut de 5 %. Cet emprunt fut garanti par une taxe générale. Quand le traité serait fait, la Chine pourrait acheter des cotons et des blés comme elle le voudrait.

(1) Programme de la construction de la Chine, Dr Suen.

(2) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine.

Cet emprunt devait être liquidé (1) par la Chine en versant 10 % de la somme empruntée quand des marchandises seraient transmises, 15 % devaient être versés dans les 90 jours et le reste en trois ans. A l'expiration de ce délai, 5 % d'intérêt devaient être payés.

(1) Annuaire chronologique de S.-P., 1934, p. A. 47.

CHAPITRE IX

RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES SOVIETS ET LA CHINE

A. — RÉVOLUTION RUSSE

ET APERÇU HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE CES DEUX PAYS

La Russie est située au bord de l'Océan Glacial du Nord et traverse l'Asie et l'Europe, son territoire est un sixième du monde entier. La ligne de frontière, plusieurs milliers de lis, le long de la Chine s'étend sur 2/5 de l'Asie et se joint à celle du Sud-Est de la Russie. Les relations géographiques de ces deux pays sont très importantes (1).

La révolution russe éclata en octobre 1917, puis le gouvernement communiste fut fondé ; alors le monde fut séparé tout à fait en deux systèmes politiques distincts. Mais à ce moment-là, les Soviets rouges furent bloqués économiquement et pressés par des armées étrangères. D'abord les puissances étrangères aidaient

(1) The Eastern Miscellany, 16 octobre 1933, Relations entre les Soviets et la Chine.

les forces de l'ex-empereur de Russie, puis elles attaquèrent directement les Soviets au moyen des troupes alliées des Cinq en 1918.

Les Soviets voulurent conquérir leurs ennemis et sortir de leur situation dangereuse. Ils négocièrent amicalement avec les états dont les intérêts respectifs ne sont pas très contraires aux leurs.

En 1919, leur ministre des Affaires étrangères ou chef des commissariats des Affaires étrangères, déclarait sa politique extérieure concernant la liberté des races, les Soviets veulent supprimer tous les traités inégaux contraires à la souveraineté chinoise, tels que le traité secret sino-russe de 1896, le traité provisoire de Pékin de 1901 et les traités d'accord avec le Japon, qui sont contre les intérêts chinois.

Le 27 octobre 1902, il déclara encore vouloir supprimer les traités inégaux et abandonner son privilège de l'exterritorialité. En janvier 1932, il y eut une déclaration du Dr. Suen avec le représentant soviétique à Shanghai, ce fut le commencement de la collaboration du parti national chinois Kuomintang avec les communistes de 1924.

Le 31 mai 1923, les représentants des deux pays signèrent un programme de résolution des questions en suspens entre eux. Les articles (1) les plus importants de ce programme sont les suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les deux états rétablissent leurs relations diplomatiques.

(1) The Eastern Miscellany, 16 octobre 1933, p. 12-13.

ART. 2. — Un mois après la signature, on commence à négocier en vue de résoudre les questions en suspens.

ART. 3. — Annulation de tous les traités inégaux et négociations de nouveaux traités.

ART. 4. — Les Soviets reconnaissent que la Mongolie extérieure est une partie du territoire chinois ; ils retireront leurs troupes de la Chine en Russie.

ART. 5. — Le gouvernement chinois interdit le mouvement anti-soviétique. Mais les Soviets ne pourront pas faire de propagande communiste en Chine.

ART. 6. — Le Chemin de fer de l'Est chinois est une entreprise de caractère commercial. Aucune tierce puissance ou état n'a le droit d'intervention, l'autorité de ce chemin de fer appartient à la Chine.

ART. 7. — Le gouvernement soviétique consent à abandonner tous ses privilèges, concessions, extraterritorialité, etc., etc.

ART. 8. — Les Soviets renoncent à la tranche russe de l'indemnité des Boxers, à condition que cette indemnité soit exclusivement affective à l'instruction de la Chine.

En même temps, les Soviets rétablissent une ambassade en Chine.

B. — LA COLLABORATION ET LA RUPTURE DES RELATIONS ENTRE LES SOVIETS ET LA CHINE

Depuis la déclaration du Dr. Suen avec le représentant soviétique en janvier 1924, la première assemblée des représentants du Kuomintang, à Kwangtong, déci-

daît que l'on réorganiserait le Kuomintang et que le parti communiste pourrait entrer dans cet organe.

En 1926, l'armée du Kuomintang a battu celle du Nord. A ce moment-là, il y a des luttes secrètes entre les membres du parti communiste et du Kuomintang. Mais la révolte ouverte n'a éclaté qu'en 1927. D'abord le nettoyage du Kuomintang a lieu en avril, puis le même nettoyage du gouvernement Wuhan en août ; dès lors, la collaboration des deux partis n'existe plus.

Quand la révolution d'insurgés communistes a éclaté à Kwangtong, le 11 décembre, le gouvernement Kuomintang a officiellement rompu les relations diplomatiques avec les Soviets qui ont aidé les insurgés à Kwantong.

En 1929, il y eut une guerre entre les deux puissances, U.R.S.S. et Chine, à cause du chemin de fer de l'Est chinois ; le conflit existe encore. Lorsque le Japon occupa la Mandchourie et viola tous les traités de paix, les gouvernements chinois et soviétique virent que le danger menait à la guerre, le rétablissement des relations diplomatiques rompues depuis trois ans était très nécessaire.

Le 12 décembre 1933, ce rétablissement des relations est officiellement déclaré à Genève par les représentants des deux puissances.

C. — LE RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS SINO-SOVIÉTIQUES ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES SOVIETS

Le 6 juin 1932, la Chine a décidé de rétablir les relations avec les Soviets. Au début de décembre 1933, leurs représentants Litvinoff et M. Yen Wei-Tsing, assistant

à la Conférence du désarmement à Genève, ont négocié et fait une déclaration dans les termes suivants :

Le représentant soviétique Litvinoff a déclaré : « Mon gouvernement veut bien rétablir et augmenter nos relations diplomatiques pour maintenir la paix. Il a décidé que les relations diplomatiques ordinaires et consulaires recommencent à partir d'aujourd'hui. »

Le représentant chinois, M. Yen, a déclaré : « Je représente la Chine pour rétablir nos relations diplomatiques. Je suis très heureux. Quand je suis venu à Genève pour assister à la Conférence du désarmement, je pensais déjà que les deux grandes nations situées sur le rivage de l'Océan Pacifique devaient rétablir leurs relations ordinaires en vue de la paix ; votre pensée est la même. Nous avons compris que le rétablissement des relations diplomatiques ne peut pas être retardé. Maintenant nous sommes ici ensemble, c'est une belle occasion de réalisation de cette affaire que nous avions prévue. Le rapport de M. Lytton a touché les Soviets et il a voulu les inviter dans le comité des dix-neuf états pour négocier le conflit sino-japonais. Toute la Chine trouve que nos relations diplomatiques sont très importantes, votre pays le trouve également. »

Au lendemain du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux nations, le ministre des Affaires étrangères de la Chine déclara aussi :

« La Chine veut bien maintenir des relations pacifiques et amicales avec toutes les nations étrangères spécialement avec les nations voisines. La frontière commune à la Chine et à la Russie est plus longue que

celle des autres nations. Maintenant, le rétablissement des relations diplomatiques a été heureusement mené à bonne fin.

La Russie construit énergiquement dans ses domaines intérieurs. Elle travaille à la prospérité de son peuple suivant des plans de grande entreprise économique et non au moyen de l'agression.

La Chine a aussi besoin de construction économique et matérielle... Alors en tout cas, le courage de la collaboration internationale et la confiance respective sont très nécessaires et peuvent être récompensés. Les nouvelles relations entre eux créeront et maintiendront la paix. »

La première action après le rétablissement des relations diplomatiques fut que chaque pays envoya son ambassadeur et un consul à l'autre pays.

Dans la décision du 28 décembre 1933, le gouvernement chinois nomma le Dr. Yen ambassadeur de la Chine en U.R.S.S. Le gouvernement soviétique envoya aussi son ambassadeur en Chine.

D. — VENTE DU CHEMIN DE FER DE L'EST CHINOIS
PAR LES SOVIETS
ET PROTESTATION DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE

1° Le traité sino-soviétique de Péking du 31 mai 1924, en ce qui concerne le chemin de fer de l'est chinois.

Après la révolution soviétique d'octobre, le 26 juillet 1919, les Soviets ont déclaré leur politique concernant la Chine.

« Le gouvernement soviétique a renoncé à toutes les conquêtes faites par le gouvernement tsariste qui enlevaient à la Chine la Mandchourie et d'autres territoires. La population de ces territoires décidera d'elle-même à quel pays elle voudra appartenir.

Le gouvernement soviétique rend au peuple chinois, sans exiger aucune espèce de compensation, le chemin de fer de l'est chinois... »

Le 14 mars 1924, les négociations entreprises par M. Karakhan et le docteur Wang-Cheng-Ting à Pékin aboutirent à la signature par ceux-ci d'un projet de traité qui pose quelques principes de politique soviétique en Chine.

Le 31 mai 1924, le docteur Vi-Kyin Wellington Koo et M. Karakhan signaient à Pékin le fameux traité qui consacrait officiellement la reconnaissance « ipso-facto » de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour la Chine.

Dès sa signature, le ministre des Affaires étrangères chinois prononça le rétablissement immédiat des relations normales avec la Russie.

Le traité du 31 mai 1924 comprend quinze articles (1), parmi lesquels un, l'article 9, est consacré au chemin de fer de l'est chinois.

L'article 9 dispose : les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour régler à la conférence susmentionnée la question du chemin de fer de l'est chinois conformément aux principes ci-dessus établis ;

(1) Histoire diplomatique de la Chine, Chen Yu-Ha, 1926, p. 22.

1° Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent que le chemin de fer de l'est chinois représente une entreprise purement commerciale.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent conjointement qu'à l'exception des affaires ayant trait à son fonctionnement qui se trouvent sous le contrôle direct du chemin de fer de l'est chinois, toutes les autres affaires relevant des droits du gouvernement national, ainsi que des gouvernements locaux de la République chinoise, telles que questions judiciaires, questions se rapportant à l'administration civile et militaire, la police, l'administration municipale, la perception des taxes et la location des terrains (sauf les terrains indispensables au chemin de fer) seront sous l'administration des autorités chinoises.

2° Le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques consent au rachat du chemin de fer de l'est chinois, par le gouvernement chinois, avec des capitaux chinois et de tous les biens meubles et immeubles lui appartenant, ainsi qu'au transfert à la Chine de toutes les actions et obligations dudit chemin de fer.

3° Les gouvernements des deux parties contractantes régleront à la conférence, comme stipulé à l'article 2 du présent accord, le montant et les conditions du rachat ainsi que la procédure à adopter pour le transfert du chemin de fer de l'est chinois.

ARTICLE 2. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour tenir dans un délai d'un mois à partir de la date de la signature du présent accord, une conférence devant les principes établis dans

les articles du présent accord, relatifs aux questions en litige.

Cet arrangement doit être accompli dans le plus bref délai possible et en tout cas, pas plus tard que six mois à partir de la date de l'ouverture de la conférence, ainsi que stipulé précédemment.

4° Le gouvernement soviétique consent à faire face à toutes les réclamations des actionnaires, obligataires et créanciers du chemin de fer de l'est chinois, antérieurs à la révolution du 9 mars 1917.

5° Les gouvernements des deux parties contractantes consentent mutuellement à ce que l'avenir du chemin de fer de l'est chinois soit fixé par la République chinoise et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, à l'exclusion de toute autre tierce partie.

6° Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour établir un arrangement pour l'administration provisoire du chemin de fer de l'est chinois, jusqu'au règlement de la question traitée dans le paragraphe du présent article.

7° Les droits des deux gouvernements découlant du contrat du 27 août et du 8 septembre 1896 pour la construction et l'exploitation du chemin de fer de l'est chinois qui ne sont pas en contradiction ni avec le présent accord, ni avec l'arrangement pour l'administration provisoire dudit chemin de fer, et qui ne sont pas préjudiciables aux droits souverains de la Chine, seront maintenus jusqu'au moment où les diverses questions concernant le chemin de fer de l'est chinois seront réglées à la conférence, ainsi que stipulé à l'article 2 du présent accord. (Voir plus haut.)

En outre, les annexes à l'accord de 1924, parmi lesquels il y a une partie « a » concernant le chemin de fer de l'est chinois.

« a ». — Arrangement (1) pour l'administration provisoire du chemin de fer de l'est chinois.

La République chinoise et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques reconnaissent mutuellement que le chemin de fer de l'est chinois, ayant été construit avec le capital fourni par le gouvernement russe, et passant sur toute sa longueur sur le territoire chinois, ledit chemin de fer de l'est chinois représente une entreprise purement commerciale, et que à l'exception des affaires relevant de son activité commerciale, toutes les autres fonctions affectant les droits du gouvernement national et des gouvernements locaux seront dorénavant exercées par les autorités chinoises.

Les gouvernements des deux parties contractantes sont donc tombés d'accord pour conclure un arrangement pour l'administration provisoire du chemin de fer en vue d'en exercer l'administration conjointement jusqu'au règlement définitif de la question à la conférence stipulée à l'article 2 de l'accord établissant les principes généraux du règlement des questions en litige, conclu entre la République chinoise et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, en date du 31 mai 1924.

Les gouvernements des deux parties contractantes ont nommé à ces fins leurs plénipotentiaires, à savoir :

(1) Histoire de la diplomatie de la Chine, Chen Y.-H., p. 26 et s.

S. E. le Président de la République de Chine : M. Vi-Kyin Wellington Koo.

Le gouvernement de l'Union Soviétique : Lex Mikhaïlovitch Karakhan, qui après s'être communiqués mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Le chemin de fer constituera pour la discussion et les décisions à prendre des affaires relatives au chemin de fer de l'est chinois, un conseil de direction qui sera composé de dix personnes, dont cinq nommées par le gouvernement de la République chinoise et cinq par le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le gouvernement de la République chinoise nommera un des administrateurs chinois comme Président du Conseil de direction, qui sera également administrateur délégué (directeur général).

Le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques nommera un des administrateurs russes comme vice-président du Conseil de direction, qui sera également l'adjoint de l'administrateur délégué.

Sept personnes constitueront le quorum et les décisions du Conseil de direction devront être prises par au moins dix personnes avant d'être exécutées.

En l'absence de l'administrateur délégué ou de l'adjoint de l'administrateur délégué, leurs gouvernements respectifs ont droit de nommer un administrateur délégué ou un adjoint de l'administrateur délégué intérimaire (dans ce cas, l'administrateur délégué sera

remplacé par un administrateur chinois et l'adjoint de l'administrateur délégué par un administrateur russe).

ART. 2. — Le chemin de fer constituera un conseil de surveillance (comité de revision) composé de cinq personnes, notamment de deux membres chinois nommés par le gouvernement de la République chinoise, et de trois membres en plus, nommés par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le Président du Conseil de surveillance sera élu parmi les membres chinois.

ART. 3. — Le chemin de fer aura un directeur dont le poste sera occupé par un citoyen de l'U.R.S.S. et deux directeurs adjoints qui seront respectivement citoyen de la République chinoise et citoyen de l'U.R.S.S.

Ces fonctionnaires seront nommés par le conseil de direction et les nominations de ce genre devront être ratifiées par les gouvernements respectifs.

Les droits et devoirs du directeur et des directeurs adjoints seront définis par le conseil de direction.

ART. 4. — Les chefs et les adjoints des chefs des différents départements du chemin de fer seront nommés par le conseil de direction.

Si le chef d'un département quelconque est un citoyen de la République chinoise, l'adjoint du chef du département devra être un citoyen de l'U.R.S.S. et dans le cas où le chef du département est un citoyen de l'U.R.S.S., l'adjoint du chef du département devra être un citoyen de la République chinoise.

ART. 5. — L'attribution des postes aux divers départements du chemin de fer sera basée sur le principe

de représentation égale des citoyens de la République chinoise et de l'U.R.S.S.

ART. 6. — A l'exception des devis et des budgets qui seront établis d'après l'article 7 du présent arrangement, toute autre affaire, sur laquelle le conseil de direction ne pourrait s'entendre, sera soumise à l'arbitrage des gouvernements des deux parties contractantes.

ART. 7. — Le conseil de direction soumettra les devis et les budgets du chemin de fer aux séances où seront réunis les membres du conseil de direction et les membres du conseil de surveillance.

ART. 8. — Tous les bénéfices nets du chemin de fer seront gardés par le conseil de direction et ne seront pas employés avant le règlement définitif de la question du chemin de fer.

ART. 9. — Le conseil de direction révisera dans le plus bref délai possible, les statuts de la compagnie du chemin de fer de l'est chinois, approuvés le 4 décembre 1896 par le gouvernement impérial, en se basant sur le présent arrangement et sur l'accord établissant les principes généraux du règlement des questions en litige conclu entre la République chinoise et l'U.R.S.S. en date du 31 mai 1924 et pas plus tard que six mois à partir de la date de constitution du conseil de direction.

Ces statuts resteront en force jusqu'à leur modification tant qu'ils ne se trouveront pas en contradiction avec le présent accord établissant les principes généraux du règlement des questions en litige entre la République chinoise et l'U.R.S.S. et tant qu'ils ne porteront pas préjudice aux droits souverains de la Chine.

ART. 10. — Le présent arrangement deviendra caduc dès que la question du chemin de fer de l'est chinois sera définitivement réglée, comme stipulé à l'article 2 de l'accord établissant les principes généraux pour le règlement des questions en litige entre la République chinoise et l'U.R.S.S., conclu en date du 31 mai 1924.

ART. 11. — Le présent arrangement entre en vigueur à partir de la date de sa signature.

2) Discussion (1) de la Chine avec l'Union Soviétique concernant le projet de vente du chemin de fer de l'est chinois par les Soviets.

Depuis le conflit sino-japonais du 18 septembre 1931, le Japon avait déclaré qu'il ne violerait pas la neutralité du chemin de fer de l'est chinois. Mais jusqu'au 6 février 1932, il a occupé Karbine ; le 9 mars, le « Mandchoukuo » était créé, l'attitude japonaise ayant changé, le Japon aida le « Mandchoukuo » à réorganiser les organes supérieurs du chemin de fer de l'est chinois.

A ce moment-là, le gouvernement soviétique maintint une attitude pacifique à l'égard du Japon, seulement il fit entrer divers wagons du chemin de fer de l'est chinois en Russie et ne les rendit pas à la Mandchourie. Au début de la création du « Mandchoukuo », le Japon n'a pas eu le temps de s'occuper du problème du chemin de fer. En mars 1933, les troupes japonaises occupent le Jéhol, le « Mandchoukuo » demanda aux So-

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934, p. 254 et s.

viets de rendre les voitures qui ont été transportées à l'intérieur de la Russie. Les négociations entre les Soviets, le Japon et le « Mandchoukuo » n'ont pas eu de conclusion. Lorsque le Mandchoukuo demanda avec urgence de rendre les wagons dans un mois, l'atmosphère devint plus grave, les Soviets en rendirent une partie pour faciliter la solution du problème.

Le 2 mai, M. Litvinoff, commissaire des Affaires étrangères du peuple soviétique, s'entretient avec l'ambassadeur japonais auprès des Soviets, il propose de vendre le chemin de fer de l'est chinois dans le but de résoudre tout conflit entre eux. Lorsque le ministère des Affaires étrangères chinois apprit cette nouvelle, le 5 août, il ordonna à l'ambassadeur chinois auprès des Soviets de faire une protestation auprès du gouvernement soviétique, en même temps, le ministre des Affaires étrangères de la Chine explique à l'ambassadeur soviétique en Chine le point de vue de l'opinion chinoise.

Le 9 du même mois, le ministère chinois déclara :

« A l'égard de la situation et de l'agitation du chemin de fer de l'est chinois, il y a quelques questions qui se présentent maintenant : le gouvernement chinois déclare sérieusement que seuls, la Chine et les Soviets ont des droits légitimes sur le chemin de fer. Les droits chinois ne peuvent pas être atteints par l'action d'une autre nation quelconque. Si une nation quelconque occupe injustement le terrain sur le passage du chemin de fer, son action ne peut pas influencer les droits chinois, concernant toutes les affaires de ce chemin de fer; il faut agir suivant l'accord sino-soviétique.

Toutes les deux nations décident leurs propres affaires, et ne laissent à aucun tiers le droit d'intervenir. Une occupation faite sans le consentement de la Chine et qui viole l'accord sino-soviétique, n'est pas valable, le gouvernement chinois ne la reconnaît absolument pas » (1).

Le 9 mai 1934, l'ambassadeur chinois auprès des Soviets, Docteur Yen, donna un résumé de la notification mentionnée plus haut au vice-commissaire des Affaires étrangères soviétiques. Celui-ci démentit la nouvelle de la vente du chemin de fer de l'est chinois. Le 11, quand le Dr. Yen s'entretint à nouveau avec le vice-commissaire soviétique, et cette fois il ne démentit pas. En même temps, le commissaire soviétique Litvinoff répondit à un journaliste que véritablement les Soviets avaient l'intention de vendre le chemin de fer de l'est chinois dans le but de résoudre le conflit. Ses paroles (2) furent les suivantes :

« J'ai causé avec l'ambassadeur japonais auprès des Soviets. J'ai déjà proposé la possibilité de faire racheter le chemin de fer de l'est chinois par le « Mandchoukuo » pour résoudre les difficultés actuelles qui sont provoquées par l'action du « Mandchoukuo ».

Le gouvernement chinois s'est enquis de cette affaire par télégraphe ; il s'opposa à ce que les Soviets vendent le chemin de fer à un tiers quelconque, sauf à la Chine. L'ambassadeur de la Chine adressa aussi une note aux Soviets.

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934, p. 255 et 256.

(2) Annuaire chronologique de la diplomatie.

Mais les motifs chinois ne sont pas d'accord avec la promesse mentionnée dans le traité officiel du gouvernement soviétique et la situation actuelle dans l'accord sino-soviétique et l'accord de Moukden (Fengtien) soviétique, on n'avait pas mentionné que la Chine pouvait avoir le droit de racheter le chemin de fer avant l'expiration de la date légale et que les soviets ne peuvent le vendre à un autre pays, particulièrement à la Mandchourie, qui en effet engage le devoir de l'accord moukden-soviétique.

L'affaire la plus importante est l'autorité de la Chine, qui était empêchée de diriger l'administration de ce chemin de fer depuis dix-huit mois. Elle a perdu la possibilité de l'administrer avec les Soviets à cause de l'empêchement d'un tiers et elle ne peut exécuter son obligation et jouir de ses droits mentionnés dans l'accord sino-soviétique et dans celui du moukden-soviétique. A cause de ces deux accords, le gouvernement chinois avait des représentants au Conseil, et depuis dix-huit mois il n'en a plus.

Le gouvernement chinois ne peut ni empêcher la violation des droits et des intérêts de ce chemin de fer par le « Mandchoukuo », ni garantir la continuation des travaux de ce chemin de fer.

Alors, le gouvernement chinois n'avait pas rempli ses obligations à l'égard de ces deux accords sino-soviétiques, en même temps il avait perdu les droits mentionnés dans ces accords.

Lorsque l'ambassadeur actuel de la Chine auprès des Soviets, Dr. Yen, avait négocié à Genève le rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les

Soviets, il avait proposé que les deux parties ou les deux nations devaient reconnaître l'autorité de l'accord sino-soviétique et de l'accord moukden-soviétique. J'ai accepté ce projet sous réserve qu'en ce qui concerne la Mandchourie, la Chine ne doit pas perdre la possibilité de remplir ses obligations. Mais à ce moment-là, la Chine refusa cette réserve.

Je crois que l'explication ci-dessus peut prouver que la Chine ne peut pas s'opposer à ce que les Soviets vendent le chemin de fer de l'est chinois, particulièrement la vente de ce chemin de fer à la Mandchourie. Les motifs de la vente du chemin de fer indiqués par les Soviets sont les suivants :

Le gouvernement du tsar russe avait construit le chemin de fer de l'est chinois en territoire étranger, en Mandchourie, sans doute avait-il pour but la domination du tsarisme en Mandchourie. Maintenant, le gouvernement soviétique n'a jamais ce but-là et il ne peut pas l'avoir. Depuis la révolution d'octobre 1917, le chemin de fer de l'est chinois avait fini son utilisation d'envahissement. Mais les frais de construction avaient été payés par le peuple soviétique, il doit donc garder son droit de possession et ses intérêts sur le chemin de fer.

Le gouvernement soviétique a toujours voulu vendre le chemin de fer de l'est chinois à la Chine. Mais la Chine n'a pas pu le racheter. Le gouvernement soviétique protège le droit de la possession du chemin, d'une part, il remplace le but de tsarisme par l'entreprise commerciale d'autre part. En outre, le chemin de fer circule à l'étranger, le gouvernement soviétique connaît

la même autorité dirigeante du gouvernement de la souveraineté territoriale ; les bénéfices sont partagés en deux parties en une juste moyenne.

Mais le chemin de fer de l'est chinois est l'origine de conflit entre les Soviets, la Chine et la Mandchourie. Nous devons rappeler la collision de 1929 entre les Soviets et la Chine. Pour éviter cette source de conflit, en 1930, le gouvernement soviétique avait négocié avec les représentants chinois pour vendre le chemin de fer de l'est chinois à la Chine. Cette négociation fut arrêtée en automne 1931, à cause de l'incident de la Mandchourie. Maintenant, le problème de la vente du chemin de fer est arrivé à maturité.

Pour ces motifs, le projet de vente du chemin de fer est repris par le gouvernement soviétique.

Ce projet a pour but la manifestation de l'esprit pacifique des Soviets. Seulement, quelqu'un qui espère que les relations mandchourino-soviétiques deviendront plus graves avec le temps, s'oppose à la vente du chemin de fer de l'est chinois pour quelques motifs. »

Le 14 mai, l'ambassadeur de la Chine auprès des Soviets, Dr. Yen, présenta la protestation (1) suivante :

« Le gouvernement soviétique a conclu avec la Chine un programme d'accord pour résoudre les questions en suspens ; le paragraphe 2 de l'article 9 permettrait à la Chine de racheter le chemin de fer, il n'était absolument pas permis à un tiers de l'acheter.

La règle de l'article 5 est très claire, elle mentionne

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934.

que l'avenir de ce chemin de fer sera décidé seulement par la Chine et les Soviets. Pour cela, les Soviets ne sont pas absolument autorisés à céder leurs droits et intérêts à ce chemin de fer à un tiers comme le veulent les Soviets.

En outre, le gouvernement chinois prie de faire attention à la permission respective sino-soviétique mentionnée dans le paragraphe 2 de l'article 4, c'est-à-dire qu'aucune partie ne peut faire un accord ou un traité qui porte atteinte à l'intérêt et à la souveraineté de l'autre partie.

Récemment, le gouvernement chinois opprimé par la force ne put pas gérer les affaires du chemin de fer. Mais la Chine ne veut jamais abandonner ses droits et ses intérêts mentionnés dans les traités. Le gouvernement chinois est d'accord avec l'esprit soviétique de maintenir la paix, mais il doit montrer que le Mandchoukuo est créé par l'envahisseur militaire.

Cette action agressive est une violation du Pacte Briand-Kellog de 1928, les Soviets sont membres de ce Pacte. Maintenant, toutes les puissances en droit ou en fait ne reconnaissent pas cet organe du « Mandchoukuo », le gouvernement soviétique n'est pas d'accord avec la Chine et cède les grands moyens de communication mandchouriens à celle-ci, suivant le procédé soviétique.

Il semble que les Soviets reconnaissent et aident une organisation illégale qui a été aussi déclarée par la S.D.N. Si ce projet de vente du chemin de fer aboutit, ce sera le gouvernement soviétique qui ira lui-même à l'encontre de son amour pour la paix.

Le gouvernement chinois tient ces motifs politiques et de droit, il proteste sérieusement contre le projet de vente du chemin de fer de l'est chinois, et demande au gouvernement soviétique de se soumettre à l'accord sino-soviétique de 1924 et de changer son attitude concernant ce problème. »

Après que cette protestation eut été envoyée à l'Union Soviétique, le 19 juin, les Soviets ont répondu :

« Le gouvernement soviétique accomplit fidèlement son devoir, il respecte tout à fait le droit et la souveraineté de la Chine et se soumet toujours aux accords sino-soviétiques et de moukden-soviétiques. Mais l'accord sino-soviétique de 1924 est basé sur le fait que la Chine jouit de ses droits, d'une part, et, d'autre part, il doit accomplir ses devoirs.

La même année, le gouvernement soviétique fut obligé de conclure l'accord de Moukden soviétique avec le gouvernement autonome, parce que, à ce moment-là, le gouvernement chinois ne pouvait pas ordonner au gouvernement de Moukden d'exécuter ses obligations mentionnées dans l'accord sino-soviétique.

Le droit pour les Soviets est de maintenir la possession et d'aider au fonctionnement et à la gérance du chemin de fer de l'est chinois. Mais on ne peut pas expliquer que les Soviets puissent maintenir leur possession et se charger continuellement de la gérance en un cas quelconque.

En même temps, quand le droit du gouvernement chinois est atteint par l'action d'un tiers, le gouvernement soviétique n'est pas responsable.

Le gouvernement soviétique refuse les motifs politiques et de droit mentionnés dans la protestation chinoise. En outre, le gouvernement soviétique prétend que si la vente de ce chemin de fer est achevée, il n'y aura peut-être pas atteinte aux intérêts de la Chine, parce que si les provinces du Nord-Est qui composent actuellement le « Mandchoukuo » se réunissent un jour à la Chine soumise à l'autorité chinoise, bien que le chemin soit acheté par le « Mandchoukuo », il sera quand même du domaine de la Chine.

Si, d'autre part, elles ne se réunissent pas à la Chine, l'autorité chinoise est perdue d'une façon permanente, le chemin de fer appartiendra au « Mandchoukuo » ou restera toujours aux Soviets, ce qui est tout un pour la Chine.

Si le gouvernement soviétique veut négocier la vente du chemin de fer de l'est chinois, c'est dans le but de maintenir la paix. Le gouvernement chinois ne pense pas que le gouvernement soviétique ne tienne pas à augmenter l'amitié sino-soviétique, parce que le gouvernement soviétique prépare ce travail amical d'une façon énergique ».

Quand la Chine a reçu la réponse mentionnée ci-dessus, le 25 juin, elle a envoyé la protestation (1) suivante :

« Le gouvernement soviétique propose de vendre le chemin de fer de l'est chinois, ce n'est pas juste à l'égard de la politique ou du droit. Le gouvernement chinois n'est pas satisfait de l'explication soviétique du 19 juin.

(1) Annuaire chronologique de diplomatie, p. 258.

Le « Mandchoukuo » est fondé et dirigé par le Japon. Après qu'il eut occupé le territoire mandchourien, tous les états mondiaux ont compris et n'ont reconnu ni en fait ni en droit.

Maintenant, le gouvernement soviétique négocie avec lui pour la transmission de l'intérêt du chemin de fer; c'est une négociation soviétique avec l'esclavage japonais violant les articles importants de l'accord sino-soviétique de 1924, mentionnés plus haut, pour s'emparer de l'intérêt du chemin de fer.

En outre, le gouvernement soviétique a compris que le faux « Mandchoukuo » est un outil japonais, il négocie et discute ce problème directement avec le Japon.

Les négociations auront lieu à Tokio, évidemment, le Japon est le facteur important, à cause de cela, cette négociation ne peut absolument pas se comparer avec la négociation qui eut lieu entre le gouvernement soviétique et le gouvernement local des trois provinces du Nord-Est de la Chine.

A l'égard de la vente de ce chemin de fer, le gouvernement sait qu'il y a une grande atteinte contre les droits importants de la Chine. Quant à l'espoir de n'avoir pas d'atteinte à l'avenir pour la Chine, on n'étudie pas cette question maintenant.

Mais les Soviëts auront le devoir de rendre ce chemin de fer et ses domaines annexes à la Chine. Evidemment, le projet soviétique de la vente du chemin de fer montre qu'ils ont oublié ce devoir. Le gouvernement soviétique dit qu'il s'efforce pleinement d'augmenter l'amitié des deux gouvernements et du peuple des deux pays, le gouvernement chinois a aussi cette intention. Mais le

procédé soviétique concernant le chemin de fer de l'est chinois est contraire à la manifestation amicale de cet esprit.

Le gouvernement chinois se base sur les relations amicales ; il envoie encore la protestation et espère que le gouvernement soviétique prendra en considération les sections mentionnées dans la notification chinoise du 14 mai et réfléchira à ce problème au point de vue de la politique ou de la loi. »

Avant que les Soviets, le Japon et le « Mandchoukuo » eurent envoyé respectivement leurs représentants et furent réunis le 25 juin à Tokio pour négocier les affaires concernant la vente du chemin de fer de l'est chinois, la Chine avait déjà protesté plusieurs fois au gouvernement des Soviets, d'une part, le 22 juin, le Ministère adressa une notification au ministre japonais en Chine, d'autre part. La notification expliquait que le Japon était responsable de la négociation de la vente du chemin de fer de l'est chinois.

Le 6 juin, le ministre japonais en Chine a répondu que l'affaire de la vente du chemin de fer appartenait au « Mandchoukuo » et que le Japon n'en était pas responsable.

Concernant la vente du chemin de fer, les Soviets, le Japon et le « Mandchoukuo » se réunirent pour la première conférence le 26 juin. Mais il y eut beaucoup de difficultés au problème de la possession du chemin de fer et pour le prix d'achat, bien qu'il y ait eu des réunions à six reprises différentes jusqu'au 4 août. Mais elles furent sans succès, les entretiens privés furent vains également. Lorsque l'Union Soviétique rétablit les

relations diplomatiques avec les Etats-Unis, l'attitude soviétique à l'égard de l'affaire de ce chemin de fer devint plus énergique.

3) Le transfert du chemin de fer de l'est chinois et les protestations de la Chine.

Depuis la création du Mandchoukuo par le Japon, des incidents entre les Soviets, le Japon et la Mandchourie eurent lieu plusieurs fois en ce qui concerne le chemin de fer de l'est chinois. La collision devient plus grave de temps en temps. Les négociations au sujet de la vente du chemin de fer semblent être obligées de continuer entre les Soviets, le Japon et le « Mandchoukuo ».

En janvier 1935, le porte-parole (1) du ministère des Affaires étrangères japonais a déclaré qu'un accord était virtuellement réalisé en ce qui concerne le transfert du chemin de fer nord-mandchou (est chinois) et que les négociations atteindront bientôt leur conclusion. Quant à l'administration du chemin de fer, le porte-parole a ajouté que la question n'avait pas encore été réglée, même en principe, mais que le ministère des Chemins de fer du « Mandchoukuo » pourrait peut-être s'en charger ou la confier à la Compagnie du Sud-Mandchou.

Le 22 janvier 1935, les négociations pour la vente du chemin de fer de l'est chinois ont abouti à un accord. La rédaction de l'accord ne sera vraisemblablement terminée que dans un mois.

Au cours des dernières discussions, les représentants des Chambres de commerce ou de personnalités appar-

(1) Agence Rengo de Tokio, *Le Temps*, de Paris.

tenant à l'Union Soviétique ont renoncé à l'arbitrage des tierces puissances, en cas de divergences sur la fixation du prix des marchandises livrables en paiement du chemin de fer.

Le « China Weekly Review » (Revue de la Semaine Chinoise) publie un article sur la vente du chemin de fer par l'Union Soviétique, on y lit ceci :

Pour certains, la Russie n'a plus réellement aucun désir de conserver le chemin de fer pour une simple raison : Après l'occupation de la Mandchourie suivie par la création du « Mandchoukuo », le Japon a entrepris l'exécution d'un plan détaillé pour le développement des chemins de fer en Mandchourie.

Il a construit de nouvelles lignes de façon à faire perdre à l'Est chinois son importance et sa valeur politique, aussi bien que militaire... Pour d'autres, la Russie s'est rendu compte que si elle ne vendait pas l'Est chinois au Japon, celui-ci s'en emparerait par force, ce qui précipiterait un conflit armé russo-japonais. Ainsi donc, la politique russe durera aussi longtemps que la Chine ne sera pas décidée à rentrer en possession du « territoire perdu » et si celle-ci n'est pas capable de le faire, il ne servirait à rien à la Russie de se quereller avec le Japon sur la question de l'Est chinois. »

Suivant la nouvelle du 11 mars de l'agence Rengo (1), de Tokio, la date de la signature de l'accord relatif au transfert de l'Est chinois a été définitivement fixée au 22 mars. Le 12 mars, le ministère des Affaires étran-

(1) *Le Temps*, de Paris, 13 mars 1935.

gères de la Chine a chargé M. Kou, ministre de Chine à Berne, de faire une démarche auprès du Secrétaire général de la Société des Nations en vue de soumettre au Conseil la question de la vente du chemin de fer de l'est chinois, dont le gouvernement chinois conteste la validité, en raison de l'accord sino-russe de 1924 consacrant la copropriété russo-chinoise de ce chemin de fer.

L'accord relatif au transfert du chemin de fer de l'est chinois a été paraphé le 11 mars, à Tokio. Les textes paraphés comprennent : L'accord principal entre l'U.R.S.S. et le « Mandchoukuo », un protocole tripartite entre l'U.R.S.S., le Japon et le « Mandchoukuo » et plusieurs notes qui seront échangées entre l'U.R.S.S. et le Japon à l'occasion de la vente.

L'accord principal débute par un préambule spécifiant que le contrat de vente vise à consolider la paix en Extrême-Orient. L'U.R.S.S. concède tous ses droits sur le chemin de fer du Mandchoukuo pour la somme de 140 millions de yen japonais (sans compter les paiements qui doivent être faits aux employés et aux ouvriers soviétiques licenciés à l'occasion du transfert, soit près de 30 millions de yen).

Un tiers du prix de vente doit être payé en espèces, dont 23.000.000 yen comptant au moment de la signature et la seconde moitié par des obligations de la trésorerie du Mandchoukuo, amortissables en trois ans et quatre termes avec 3 % d'intérêt.

L'accord prévoit une réserve, dite réserve or, envisageant le cas d'une nouvelle baisse du yen et précisant que les sommes devant être versées à l'U.R.S.S. seront

proportionnellement majorées. Les deux autres tiers du prix de vente doivent être payés sous forme de marchandises livrées par les firmes japonaises et mandchoues sur commandes faites par la représentation commerciale de l'U.R.S.S. au Japon pendant trois ans. Ces marchandises livrées à l'U.R.S.S. seront payées par l'ambassade de Mandchourie au Japon par l'intermédiaire de la Banque Industrielle Japonaise.

Le chemin de fer devient la propriété et sera transféré à la gestion du Mandchoukuo immédiatement après la signature de l'accord qui précise les détails du transfert de l'actif et du passif du chemin de fer au nouveau propriétaire.

Un article spécial règle la situation des employés et ouvriers soviétiques du réseau.

L'accord prévoit, d'autre part, la conclusion d'un accord tendant à établir entre les chemins de fer soviétiques et mandchous une communication directe sans changement de trains et sans transbordement des marchandises.

Le protocole tripartite contient les dispositions, selon lesquelles devront s'effectuer les commandes de la représentation commerciale soviétique aux firmes japonaises et mandchoues.

Par une note spéciale qui sera remise à l'ambassade soviétique à Tokio au moment de la signature, le gouvernement japonais se porte garant de tous les paiements en argent et en marchandises qui doivent être effectués au compte de l'Union Soviétique.

Par une seconde note, le gouvernement japonais se charge du transfert de tous ces paiements.

Au milieu de mars 1935, une nouvelle protestation (1) de la Chine était présentée au gouvernement soviétique par l'ambassadeur de la Chine à Moscou contre la vente du chemin de fer de l'est chinois. M. Yen rappela le paragraphe 5 de l'article 9 de l'accord sino-russe de 1924 mentionné plus haut qui stipule que les droits sur les chemins de fer appartiennent exclusivement à la Chine et à l'Union Soviétique. En conséquence, la Chine considère la vente comme nulle et réserve tous ses droits.

Mais le gouvernement soviétique ne respecta pas l'accord sino-russe, le 23 mars, il avait signé officiellement l'acte de vente du chemin de fer de l'est chinois.

(1) Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine, 1934.

CONCLUSION

Nous avons dit plus haut ce qu'a été la Chine dans le passé, et ce qu'elle est actuellement, relativement à sa politique intérieure, extérieure et économique des années dernières, en outre, l'état de sa force, etc. Maintenant, nous résumons en quelques points très importants pour prévoir où elle ira ou que deviendra la Chine.

I. *Au point de vue politique*

1° Politique intérieure : elle est basée sur les trois principes du peuple et les trois périodes de la construction de la République, afin que la Chine séparée devienne unifiée et très solidaire. Depuis la révolution de 1911, il y eut toujours la guerre civile, la Chine fut troublée par des sinistres. Dès 1926, la guerre civile avait diminué, sauf celle entre les troupes nationales et les communistes. En 1930, la guerre civile est presque nulle, seul le gouvernement central existe, c'est-à-dire la Chine est vraiment unifiée, elle deviendra solidaire et inséparable avec le temps.

2° Politique extérieure : Pendant un siècle environ, la Chine a été restreinte par les traités inégaux conclus

entre elle et les puissances étrangères. Dès la création du gouvernement central de Nankin, les traités sont abolis peu à peu tels que l'abolition de l'exterritorialité, l'autonomie de la douane et l'abolition des territoires à bail, etc... espérant qu'aucun traité inégal n'existera bientôt plus.

Maintenant on échange mutuellement des ambassadeurs entre quelques puissances étrangères et la Chine, dont la situation internationale s'élèvera tout à fait sur un niveau égal à celui des autres puissances.

II. — *Situation économique*

Depuis 1926, on exploitait énergiquement le trésor par tous les moyens efficaces comme l'exploitation de diverses mines et tous les moyens de communication, les arrangements du sol, l'amélioration de l'agriculture, etc... Tout le peuple peut gagner sa vie et se procurer les matières indispensables : nourriture, vêtement, habitation et transports. Quant à l'Etat, il pourra augmenter ses revenus provenant de sources financières, c'est-à-dire quand le peuple deviendra riche, évidemment, l'Etat le deviendra également.

III. — *La force de la défense nationale*

Il y a longtemps, la force de la défense nationale chinoise était très faible, elle fut vaincue plusieurs fois par les puissances étrangères. Récemment, on a réorganisé l'armée. Le régime du service militaire obligatoire a été accepté et décidé par la Chine en 1933. Avec

le temps, sa force sera augmentée et deviendra plus solidaire ; la Chine sera alors plus capable d'assurer sa sécurité, de maintenir la paix et d'empêcher l'avance de ses agresseurs ou envahisseurs.

Nous pouvons prévoir ce qu'il adviendra de la Chine d'ici dix ans.

IV. — *L'espoir de la Chine
dans les puissances étrangères*

Quel nombre important que ces 400.000.000 d'habitants en Chine sur son territoire d'une surface de 4 millions 278.000 milles carrés ! Il faut que toutes les puissances collaborent avec elle et qu'elles l'aident, afin qu'elles avancent côte à côte vers le chemin toujours clair pour marcher de l'avant vers la civilisation mondiale et durable à laquelle nous aspirons.

Vu :
Nancy, le 13 Juin 1935
Le Président de Thèse,
LALOUEL.

Vu :
Nancy, le 14 Juin 1935.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
F. SENN.

Vu et permis d'imprimer :
Nancy, le 15 Juin 1935
Le Recteur de l'Académie,
L. BRUNTZ.
Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN CHINOIS

- SUEN YAT-SEN. — Les trois principes du peuple.
— Programme de la construction de la Chine.
— Principes fondamentaux de la construction de la Chine.
- HU-SHIN. — Principes de l'histoire des philosophies chinoises. Shanghai, 1920, Commercial Press.
- LI TCHONG-KOUNG. — L'histoire du Kuomintang de Chine, Shanghai, 1927.
- LAO-TSEN, TAO-TÉ KING. — Ouvrage antique.
- LUI-YAIN. — Histoire diplomatique contemporaine de la Chine. Shanghai, 1920.
- Annuaire chronologique de SIN-PAU. Shanghai, 1933.
- Annuaire chronologique de SIN-PAU. Shanghai, 1934.
- LIANG KI-TSAO. — Histoire des doctrines politiques chinoises avant la dynastie des « Tsing ». Shanghai, 1921.
- Annuaire chronologique de la diplomatie de la Chine. Shanghai, 1934.
- HONG-CHUM PET. — Histoire diplomatique du gouvernement national. Shanghai, 1930.
- LIANG C.-T. — Extraterritorialité en Chine. Shanghai, 1930.
- Ministère des Affaires étrangères : Documents diplomatiques.

TSI CHOU FEN. — La Chine sous la conquête économique. Shanghai, 1925.

La déclaration du premier congrès national du Kuomintang.

CHEN VAN LI. — Le développement des institutions politiques de la Chine. Thèse, Paris, 1925.

TCHANG TING KAN. — Etude sur les traités inégaux de la Chine. Shanghai, 1927.

KIA-CHE-YI. — L'autonomie douanière et la souveraineté nationale. Shanghai.

CHEN YU-KA. — Histoire de la diplomatie de la Chine.

Kuomintang : Assemblée des Représentants, février 1930.

Kuomintang : Explication des principes fondamentaux de construction chinoise.

WU CHO-KAO. — Extraterritorialité. Shanghai, 1929.

Yuan législatif : Projet de la constitution du 16 octobre 1934.

CHOW F.-H. — Système de la Doctrine des trois principes du peuple. Shanghai, 1929.

CHEN PAN-VEN. — Histoire diplomatique entre la Russie et la Chine. Shanghai, 1933.

TCHANG K.-C. — Mouvement de la vie nouvelle du peuple. Dissertation critique de la diplomatie contemporaine. Librairie mondiale, 1930.

Recueil des traités internationaux. Librairie commerciale. Shanghai, 1929.

Quatre livres : Ouvrage antique.

PERIODIQUES

The Eastern Miscellany. Commercial Press, Shanghai, publié bi-mensuellement, 16 janvier 1934.

The Eastern Miscellany, 16 février, 16 août, 16 septembre, 16 novembre et 16 décembre.

Revue hebdomadaire de la Chine nouvelle. Shanghai, 10 juillet 1934.

Rapports diplomatiques mensuels. Pei-Ping, 10 octobre 1933 et mai 1934.

Rapport de la conférence de la politique intérieure de toute la Chine. Ministère de l'Intérieur, janvier 1931.

La deuxième conférence de la politique intérieure. Nankin, octobre 1932.

Statistique de la pratique politique. Bureau des statistiques centrales, mai et août 1934.

OUVRAGES EN FRANÇAIS

Rapport de la commission d'étude. Genève, 1932.

CHAN P.-Y. — Etude sur le chemin de fer chinois de l'Est. Thèse, Nancy, 1932.

MARC F.-C. — Le conflit sino-japonais entre la Mandchourie et le droit international. Thèse, Nancy, 1933.

Louis LE FUR. — Précis de droit international publié en 1933.

— Recueil de textes de droit international publié en 1934.

Joseph BARTHELEMY. — Droit constitutionnel 1932.

WANG CHIN CHUAN. — La Chine et les nations. Paris, Gallimard, 1928.

LAVISSE et RALBAND. — L'histoire du Japon.

OUVRAGES ANGLO-AMERICAINS

JULIAN-ARNOLD. — Some Bigger Issues in China's Problems. Shanghai. Chine, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
 PREMIÈRE PARTIE. - LA POLITIQUE INTÉRIEURE	
CHAPITRE PREMIER. — LE RAPPORT DU PARTI DU KUO-MINTANG ET L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT DE LA CHINE ET LA POLITIQUE DE CETTE DERNIÈRE.....	11
CHAPITRE II. — MÉTHODE DE CRÉATION DE LA RÉPUBLIQUE.	18
A) <i>La doctrine des trois principes du peuple et les cinq pouvoirs de gouvernement du Dr. Suen....</i>	18
B) <i>Les trois périodes de la Construction de la République</i>	20
C) <i>L'assemblée des représentants.....</i>	21
D) <i>La séparation des pouvoirs entre le gouvernement central et les gouvernements locaux.....</i>	23
E) <i>Début de réalisation de l'époque de la tutelle politique</i>	24
CHAPITRE III. — LE PROBLÈME DES COMMUNICATIONS ET CELUI DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.....	25
A) <i>Création du Comité de la construction et du Comité économique national de la Chine tout entière.</i>	26
B) <i>Routes provinciales des trois provinces Kiang-Su, Tche-Kiang et An-Kwei.....</i>	27
CHAPITRE IV. — PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LA CHINE CONCERNANT LES MOYENS DE COMMUNICATION ET LES INDUSTRIES	28
A) <i>Premier plan</i>	29
1) <i>Projet d'une construction d'un grand port du Nord. — 2) Réseau du chemin de fer de Nord-Ouest. — 3) Exploitation des canaux reliant les cours d'eau du centre et du nord de la Chine avec le grand Port du Nord.</i>	

	Pages
B) <i>Deuxième plan</i>	31
1) Construction d'un grand port de l'Est. — 2) Aménagement du Fleuve Yang-Zé. — 3) Construction des ports des Fleuves intérieurs.	
C) <i>Troisième plan</i>	32
1) Construction d'un grand port du Sud. — 2) Modification du réseau des cours d'eau du Kwang-tong. — 3) Réseau du chemin de fer du Sud-Ouest.	
D) <i>Quatrième plan</i>	34
1) Réseau du chemin de fer central. — 2) Réseau du chemin de fer du Sud-Est. — 3) Réseau du Nord-Est. — 4) Développement du réseau du chemin de fer du Nord-Ouest. — 5) Réseau du chemin de fer du plateau.	
E) <i>Cinquième plan</i>	36
1) Industrie de l'alimentation. — 2) Industrie de l'habillement. — 3) Problème de l'habitation, exploitation des mines et augmentation de l'établissement de l'imprimerie. — 4) Egalisation de la propriété foncière et limitation du capital privé.	
CHAPITRE V. — ETENDUE ET ÉVENTUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT CHINOIS DES DERNIÈRES ANNÉES.....	41
A) <i>Dix points remarquables</i>	41
B) <i>Comparaison de l'enseignement chinois de 1929 avec celui des puissances étrangères</i>	47
C) <i>Développement de l'enseignement de la Chine de 1931 à 1934</i>	49
CHAPITRE VI. — DÉFENSE NATIONALE.....	56
I. <i>Idées pacifistes de la Chine et leur influence</i>	56
II. <i>Rapport du service militaire obligatoire et de la défense nationale</i>	58
CHAPITRE VII. — LES AFFAIRES DU THIBET ET DE LA MONGOLIE SOUS LA RÉPUBLIQUE.....	63
 DEUXIÈME PARTIE. — POLITIQUE EXTÉRIEURE	
CHAPITRE I. — ABOLITION DE L'EXTERRITORIALITÉ.....	83
CHAPITRE II. — COMPÉTENCE DE LA COUR DE LA CONCESSION INTERNATIONALE DE SHANGHAÏ, RENDUE A LA CHINE.	86

	Pages
CHAPITRE III. — COMPÉTENCE DE LA COUR DE LA CONCES- SION FRANÇAISE RENDUE A LA CHINE.....	90
CHAPITRE IV. — RESTITUTION DES CONCESSIONS.....	93
A) <i>Restitution de la concession anglaise de Tchen- Kiang</i>	93
B) <i>Restitution de la concession belge</i>	94
CHAPITRE V. — RÉTROCESSION DES TERRITOIRES A BAIL..	96
CHAPITRE VI. — AUTONOMIE DOUANIÈRE DE LA CHINE....	98
CHAPITRE VII. — LE CONFLIT SINO-JAPONAIS.....	100
A) <i>Occupation de la Mandchourie et du Jehol par le Japon</i>	100
B) <i>Appel de la Chine devant la S.D.N.</i>	101
C) <i>Le rapport Lytton et le retrait du Japon de la S.D.N.</i>	102
D) <i>Proclamation dans le but de ne pas reconnaître le « Mandchoukuo » votée par la commission con- sultative de l'assemblée extraordinaire de la S.D.N.</i>	105
1) Création de la commission consultative et son organisation. — 2) Le vote et le projet de pro- clamation de ne pas reconnaître le « Mandchou- kuo ». — 3) Réponse des puissances.	
E) <i>Interdiction d'exporter des armes anglaises au conflit Sino-Japonais et protestation de la Chine..</i>	115
CHAPITRE VIII. — COLLABORATION SCIENTIFIQUE DE LA CHINE AVEC LA S.D.N., ET EMPRUNT DE 50.000.000 DE DOLLARS AUX ETATS-UNIS PAR LA CHINE.....	118
CHAPITRE IX. — RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES SOVIETS ET LA CHINE.....	123
A) <i>Révolution russe et aperçu historique des rela- tions récentes entre ces deux pays</i>	123
B) <i>Collaboration et interruption de leurs relations réciproques</i>	125
C) <i>Rétablissement des relations Sino-Soviétiques</i>	126
D) <i>Vente du chemin de fer de l'Est Chinois par les Soviets et protestation de la Chine</i>	128
BIBLIOGRAPHIE	155

